

La Fête de l'Humanité

La Haine, un spectacle musical décapant joué pour la première fois en plein air

P. 18

VENDREDI 16, SAMEDI 17 ET DIMANCHE 18 MAI 2025 | N° 24194 | 2,90 € | www.humanite.fr

L'Humanité

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

Kanaky - Nouvelle-Calédonie

L'ÉCHEC DE LA RÉPRESSION COLONIALE

Un an après la révolte qui a embrasé l'archipel, le territoire est toujours exsangue et fracturé. Des prisonniers politiques croupissent en métropole. P. 2



DELPHINE PAYEUR / AFP

L'Humanité / des débats

Histoire Le bicentenaire de la mort de Saint-Simon

Le philosophe et économiste dont la pensée encyclopédique fut saluée par Marx et Engels s'éteignait à Paris le 19 mai 1825. P. 27

Entretien «Avec la Brav-M, l'État a choisi la violence»

Le philosophe Lucas Lévy-Lajeunesse décrypte les pratiques ultrarépressives de la brigade motorisée et livre un plaidoyer pour les libertés publiques. P. 24

Agora Pourquoi la dépression progresse-t-elle chez les enfants?

Laurence Aly, psychologue de l'éducation nationale. Anna Konrad, psychiatre et psychanalyste. Clément Rizet, psychologue clinicien. P. 20





ÉDITORIAL
PAR SÉBASTIEN
CRÉPEL

Démocratie

La dissolution de l'Assemblée nationale a déréglé la fabrique d'un pouvoir législatif aux ordres. Faute de majorité de godillots, la chambre n'est plus celle de l'enregistrement des décisions du gouvernement. Le Parlement y a gagné une insolence qui faisait défaut à la démocratie. Ce vent nouveau de fronde indigne pose les nostalgiques d'un pouvoir fort concentré à l'Élysée et Matignon, qui dénoncent ce qu'ils voient comme un excès de zèle des députés et sénateurs. **L'audition de François Bayrou devant la commission Bétharram** en serait un exemple. Après la pathétique prestation du premier ministre sur ce qu'il savait des violences commises sur les élèves de l'établissement privé béarnais, un allié inattendu a volé à sa rescoufle. Le RN, par la voix du député Sébastien Chenu, a condamné le préteur « procès de Moscou » fait au chef du gouvernement.

Le Parlement n'est plus la chambre d'enregistrement des décisions de l'exécutif.

Cette offensive n'est pas isolée. Dans le Figaro, début avril, Nicolas Baverez accusait : « Le Parlement est devenu une zone de non-droit. » Ce défenseur des grands patrons déplorait « la liste des grandes entreprises privées, françaises ou internationales, convoquées devant des commissions d'enquête parlementaires ». Pour le chroniqueur ultralibéral, ces « commissions (...) sont aujourd'hui dénaturées et détournées de leur objet pour intervenir dans la stratégie des entreprises privées et mettre en cause leurs dirigeants ». Visée, notamment, la commission sur les aides publiques (dont le rapporteur est le sénateur et directeur de l'Humanité, Fabien Gay), qui révulse le Medef. « La manière dont la question est posée (l'aide aux entreprises et ce qu'elles en font - NDLR) est faussée », se lamentait un PDG sur BFM Business, le 10 mai, dans une émission consacrée à la dénonciation de ce travail d'enquête.

Le degré de démocratie d'un pays se mesure en testant les limites des pouvoirs inscrits dans ses textes. Donner des droits constitutionnels à l'opposition ne coûte rien quand on est assuré qu'elle ne pourra pas s'en servir. Les mêmes qui se félicitaient de ces droits théoriques s'affolent aujourd'hui de les voir mis en pratique. ■

Une année d'implacable répression coloniale

KANAKY - NOUVELLE-CALÉDONIE Le 13 mai 2024, à la suite du vote du dégel électoral, l'archipel s'embrase. Au respect des droits d'un peuple, l'État français répond par une violence inouïe. Plusieurs Kanak sont embastillés en métropole.

Douze mois ont passé, mais le goût amer de l'immense gâchis demeure. Trente-six ans de paix et de processus de décolonisation patiemment négociés, mis à bas par trois ans d'un gouvernement retrouvant ses réflexes coloniaux, n'écoulant que la frange radicale d'une droite calédonienne, au point de nommer sa représentante, Sonia Backès, comme ministre de la République. Des mois d'alertes venues de gauche comme de droite sur un texte, le dégel du corps électoral, qui touchait au cœur même de l'accord de Nouméa et à la réponse originale apportée au fond du problème : la Kanaky - Nouvelle-Calédonie est une colonie de peuplement.

Lorsque la révolte populaire éclate, le 13 mai 2024, après des mois de manifestations pacifiques, elle surprend par sa violence, la détermination et la localisation des insurgés : les quartiers populaires du Grand Nouméa, qui concentre aujourd'hui près des deux tiers de la population de l'archipel.

Les barrages se multiplient, les incendies visent souvent les entreprises symboliques du système économique colonial. La situation tourne parfois à l'émeute urbaine.

Le 14 mai, sur décision du premier ministre d'alors, Gabriel Attal, le gouvernement coupe purement et simplement le réseau social TikTok, mesure jugée illégale par le Conseil d'État en avril. Le 15 mai, l'état d'urgence est décreté. Le lendemain, le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin cible la Cellule de coordination des actions de terrain (CCAT), l'outil de mobilisation des indépendantistes, l'accusant d'être une « organisation mafieuse et violente ».

Les révoltes surprennent également par leur durée : près de six semaines. Réalimentées par les déclarations incendiaires du gouvernement, des cadres de la droite locale, qui parle de « terroristes » ou de « racisme anti-Blancs » à propos d'un peuple autochtone vent debout. Réalimentées aussi par l'impunité dont semblent jouir les « milices blanches » qui ont tué au moins trois fois et que le procureur de Nouméa, Yves Dupas, a qualifiées de « voisins vigilants ». Quand



GUILLAUME VAMA

Emprisonné à Bourges (Cher). Originaire de l'île des Pins (Kunié en langue locale), agroforestier et militant écologiste pour l'autosuffisance alimentaire selon les méthodes traditionnelles kanak.

STEEVE UNÉ

Originaire de l'île de Lifou, militant à Nouméa. Ingénieur diplômé de l'Essec, incarcéré à Blois (Loir-et-Cher).

GILLES JORÉDIÉ

Militant de longue date de l'Union calédonienne (UC). Toujours incarcéré au Camp Est. Lui aussi a évité le transfert grâce à un recours de son avocate.

YEWA WAETHEANE

Sociologue, originaire de l'île de Maré, militant au sein de la CCAT. Incarcéré à Nevers (Nièvre).

dans le même temps, il désigne la CCAT comme une « organisation criminelle » en direct sur la radio anti-indépendantiste Radio Rythme bleu. Une caricature de procureur colonial, ancien dirigeant du Camp Est, la prison misérable et surpeuplée de Nouméa, construite sur le lieu même de l'ancien bagne, où 90 % des détenus sont kanak, les 10 % restants étant océaniens. Une mutinerie s'y produit d'ailleurs le 13 mai 2024 sur laquelle très peu d'informations ont filtré, si ce n'est celles d'une punition sauvage, puis la déportation de 70 détenus kanak en métropole, autant par mesure de rétorsion que pour « faire de la place » aux nouveaux condamnés. Une pratique pourtant interdite par les conventions européennes.

UN BILAN DE 14 MORTS DONT 11 KANAK

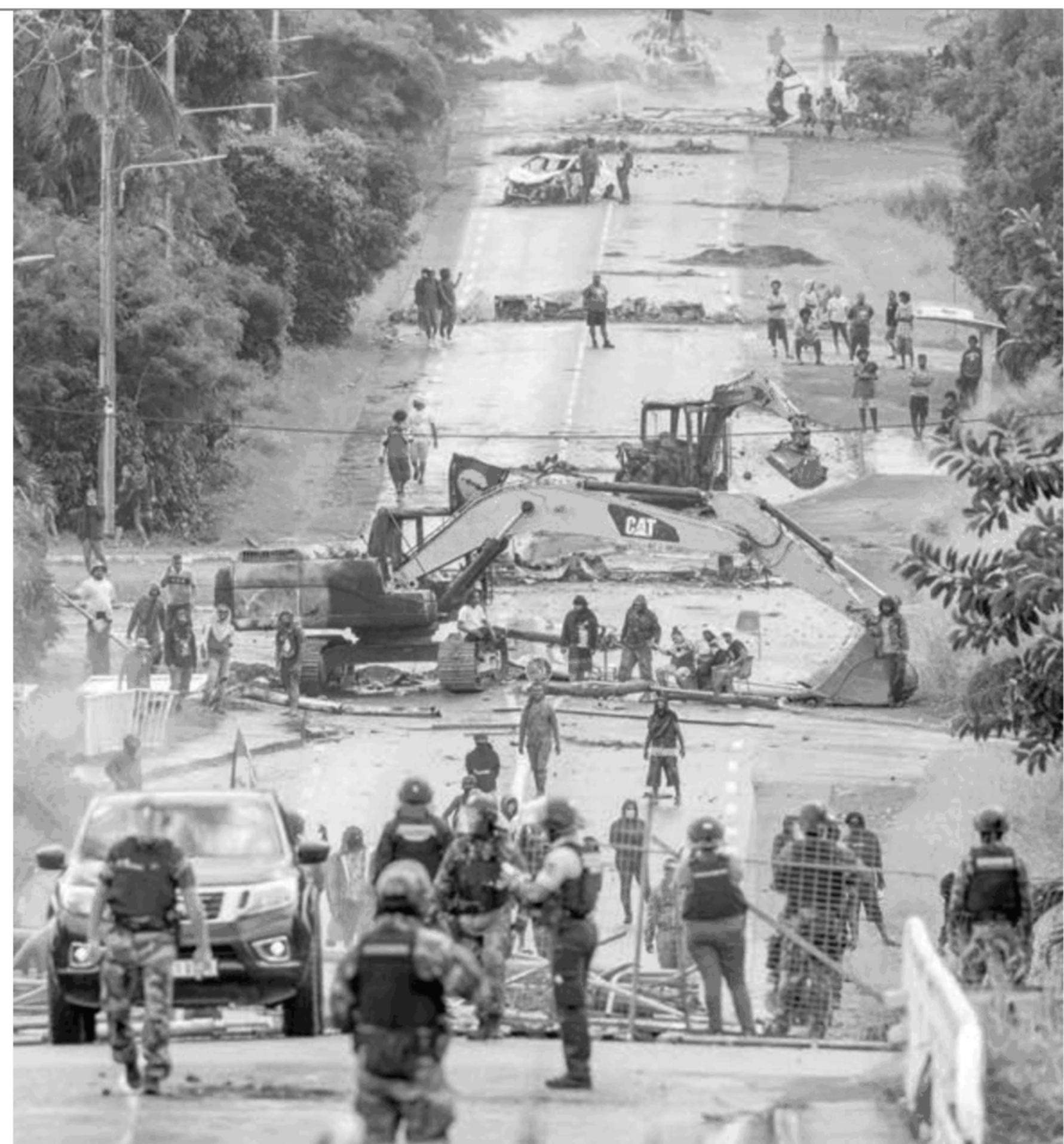
La répression militaire et judiciaire est d'une brutalité inouïe avec le déploiement de 3000 gendarmes et forces de l'ordre, dont le GIGN, soit l'équivalent de 730 000 personnes rapporté à la France métropolitaine. 60 blindés, 2530 gardes à vue, 502 déferlements, 243 incarcérations. Et surtout quatorze morts, dont onze Kanak, un Caldoche et deux gendarmes : l'un tué par un tir en pleine tête, l'autre par un collègue qui manipulait une arme. Six Kanak ont été tués par les gendarmes, trois au moins par des tirs longue portée du GIGN. Exécutés. Quatre autres par des miliciens caldoches. Yves Dupas n'a jamais communiqué sur ces meurtres. Sur les tirs du GIGN, la justice n'a pas ouvert d'enquête indépendante.

Le 19 juin, un vaste coup de filet est organisé. Onze militants de la fameuse CCAT, créée en novembre 2023 par l'Union calédonienne, sont arrêtés au petit matin. Tous sont inculpés d'association de malfaiteurs en vue de la préparation d'un crime ou d'un délit, de vol en bande organisée, de complicité des crimes de meurtre et tentative de meurtre sur personne dépositaire de l'autorité publique – ce chef d'accusation ayant depuis été retiré. Yves Dupas se vante d'avoir appréhendé « les commanditaires présumés des exactions commises ». Militants politiques, ils « n'ont jamais ni utilisé la violence ni appelé à la violence », rappelle M^e François Roux, avocat historique du FLNKS. Pour lui, ces militants « sont très clairement des prisonniers politiques : on les accuse de faits qu'ils contestent », alors que leur action s'inscrit « dans le cadre de leur lutte politique pour la décolonisation ».

Le 20 août 2020, l'ONU pointait dans un rapport « le manque de retenue dans l'usage de la force » et « le traitement exclusivement répressif et judiciaire d'un conflit dont l'objet est la revendication par un peuple autochtone de son droit à l'autodétermination », jugeant l'action de la France « profondément inquiétante pour l'État de droit ». Le 10 mai dernier, un rapport du cabinet d'avocats Ancile, révélé par Blast, a mis en évidence « un usage excessif et disproportionné de la force à l'encontre des populations kanak et des autres minorités ethniques ». S'appuyant sur de nombreux témoignages, il pointe notamment les tirs du

« Ces militants n'ont jamais ni utilisé la violence ni appelé à la violence. »

FRANÇOIS ROUX
AVOCAT DU FLNKS



Un blocage à Nouméa, le 15 mai 2024. Le lendemain, Paris décrète l'état d'urgence. MMIAS/ABC/ANDIA.FR

GIGN, présentés hâtivement comme des « tirs de riposte », alors que certaines victimes ont été touchées en pleine tête ou dans le dos par des snipers.

DÉCOLONISATION CONTRE LOGIQUE D'APARTHEID

Depuis le début de l'année, les discussions ont repris, sous l'égide de Manuel Valls, qui a pour la première fois mis sur la table un texte prévoyant une décolonisation effective, avec la souveraineté de la KNC couplée à un partenariat avec la France. Refusé par la droite anti-indépendantiste de Sonia Backès et de Nicolas Metzdorf, défenseurs, eux, d'une partition du territoire, fidèles à leur logique d'apartheid : « De même que l'eau et l'huile ne se mélangent pas, le monde kanak et le monde occidental sont incompatibles », avait lancé l'ex-ministre le 14 juillet 2024.

Malgré un pays exsangue où, depuis mai 2024, le PIB a chuté de 15 %, le chômage explosé, et surtout les fractures de la société sont béantes, les élections provinciales se tiendront, sans doute en novembre prochain, avec le corps électoral gelé. Tous ces morts et ce gâchis pour rien ou presque, si ce n'est le comportement de l'État français, qui n'a fait qu'affirmer la détermination d'un peuple, et notamment sa jeunesse, désormais pas seulement kanak, à obtenir l'indépendance, fût-ce au prix du sacrifice. Après quarante ans à défendre le FLNKS, et notamment Jean-Marie Tjibaou, M^e François Roux livre son sentiment : « L'Histoire jugera sévèrement celles et ceux qui ont poussé le peuple kanak colonisé à une légitime révolte, et qui se sont permis de jeter ces responsables politiques en prison. » ■

BENJAMIN KÖNIG



BRENDA WANABO-ipeze

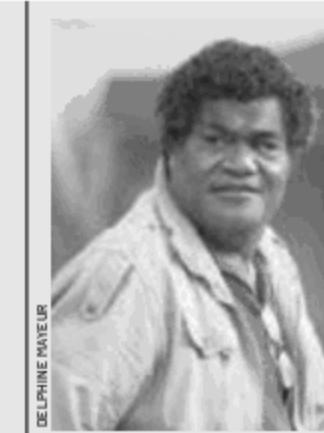
Responsable associative à Radio Djido, chargée de la communication de la CCAT et militante de l'UC. Détenue à Dijon (Côte-d'Or) malgré ses trois enfants, sous contrôle judiciaire depuis août 2024.

JOËL TJIBAOU

Un des fils de Jean-Marie et frère du député Emmanuel Tjibaou. A évité la déportation grâce au recours de son avocat. Incarcéré à Nouméa. Sous contrôle judiciaire depuis octobre 2024.

DIMITRI QENEGEI

Neveu de Christian Tein, commissaire politique de l'UC sur l'aire coutumière Djubea-Kapone. Emprisonné à Villefranche-sur-Saône (Rhône).



CHRISTIAN TEIN

Né en 1968, cadre historique indépendantiste, secrétaire général adjoint de l'UC, leader de la CCAT, nommé président du FLNKS le 31 août 2024. Son frère Tani avait été emprisonné en 1987. Détenu à Mulhouse (Haut-Rhin).

Quelle est votre situation judiciaire, après la liberté conditionnelle décidée en juillet 2024 ?

Depuis le 8 mars, les juges ont assoupli cette mesure de contrôle judiciaire, donc je dois pointer au commissariat une fois par mois au lieu de trois fois par semaine, et je peux me déplacer dans l'Hexagone, sans être limitée au Puy-de-Dôme (elle avait été incarcérée à la prison de Riom - NDLR). Brenda Ipeze est dans la même situation.

Mardi, vous étiez interrogée par les juges nommés après le dépassement du dossier, en janvier. Quelle a été la teneur des échanges ?

L'interrogatoire a duré dix heures et s'est bien passé. Je ne peux pas en dire plus compte tenu du secret de l'instruction et du fait que les autres vont se poursuivre dans les prochaines semaines. Le premier interrogatoire avait été mené par les juges du tribunal de Nouméa venus à Lyon, le 23 septembre 2024. J'avais pu m'expliquer sur tout ce qui m'est reproché.

Comment se sont déroulés votre arrestation, puis votre transfert en métropole ?

J'ai été arrêtée le 19 juin 2024, à 6 heures du matin, au pied du lit, comme la plupart d'entre nous. Ils ont déployé un gros dispositif policier, dans la maison, la rue et toute la commune du Mont-Dore. Après une heure de perquisition, j'ai été emmenée par la mer à la caserne Meunier, à Nouméa, pour trois jours de garde à vue. J'ai été auditionnée deux ou trois fois par jour. Psychologiquement, c'était très dur. Je ne comprenais pas ce qui se passait. Le samedi matin, tôt, j'ai été transférée au tribunal de Nouméa, et là j'ai

« La revendication kanak ne s'éteindra pas »

Frédérique Muliava fait partie des sept militants indépendantistes déportés en métropole, en 2024. En liberté sous contrôle judiciaire, elle témoigne de la répression prémeditée qu'elle a subie.

compris que nous étions plusieurs. Après une journée d'attente, nous avons été présentés au juge d'instruction et mis en examen. Quand j'ai pris connaissance des chefs d'accusation, je n'y croyais pas. Encore aujourd'hui, je me dis : qu'est-ce que je fais là ? Ils vont se rendre compte de leur erreur. Je suis encore dans une espèce de rejet... Devant le juge des libertés, j'ai plaidé ma situation : mère de famille, séparée, avec mes enfants à charge. Finalement, le juge annonce ma détention provisoire. Quand j'entends ce mot, je m'imagine aller au Camp Est, la prison de Nouméa. Et là, il ajoute : « À Riom. » Je lui demande : « Où ? » « Pas loin de Clermont-Ferrand. » Puis tout le dispositif s'emballe. Je n'ai pas le temps de prévenir mes enfants. Nous sommes sept à être transférés dans un avion, attachés, sans avoir le droit de parler. Pour aller aux toilettes, la porte devait rester

ouverte. Quand on est une femme, dans un avion rempli de militaires, principalement des hommes... C'était très humiliant.

Un transfert aussi rapide, avec une logistique anticipée, a-t-il des airs de déportation coloniale ?

Surtout qu'on nous a donné des passeports provisoires pour l'escale aux États-Unis ! Je connais bien ces passeports d'urgence, de par mes anciennes fonctions. Bien évidemment, ce sont des transferts politiques. Toute la manière dont les choses ont été appréhendées par les acteurs de l'État, l'arsenal mis en place, le registre sémantique utilisé témoignent de cette répression politique prémeditée.

Que cela révèle-t-il de l'État et de la justice française ?

Cela m'a fait réfléchir sur la séparation des pouvoirs, sur l'État de droit, auxquels je crois profondément. Quand je suis arrivée à Riom, un cadre m'a annoncé que je serai à l'isolement, alors que le juge m'avait assuré du contraire. La décision venait d'une hiérarchie, qui n'est autre que le garde des Sceaux. Et il me dit avoir été prévenu avant même que je rencontre le juge des libertés. Tous ces indices me font penser que tout était prémedité. Vivre cela en 2024, c'est hallucinant. L'État colonial existe toujours. On a simplement vécu quarante ans dans l'illusion que c'était révolu.



FRÉDÉRIQUE MULIAVA
Ancienne directrice de cabinet du président du Congrès de Nouvelle-Calédonie Roch Wamytan

Comment votre lutte politique permet-elle de faire avancer la cause indépendantiste, notamment depuis l'année dernière ?

Notre arrestation a rendu visible notre combat et ce qu'il se passe en Kanaky. Nous avons plaidé auprès de l'ONU, notamment à partir de ce troisième référendum bidon où on nous a volé notre consultation. Malgré les difficultés et la violence, nous respectons le jeu de la démocratie formelle. Il y a eu de nombreuses manifestations pacifiques pour avertir du risque de cette énième colonisation de peuplement. C'est notre pays, et on n'a pas envie de le détruire. La revendication indépendantiste kanak ne s'éteindra pas, nous sommes déterminés à accéder à notre souveraineté.

dum bidon où on nous a volé notre consultation. Malgré les difficultés et la violence, nous respectons le jeu de la démocratie formelle. Il y a eu de nombreuses manifestations pacifiques pour avertir du risque de cette énième colonisation de peuplement. C'est notre pays, et on n'a pas envie de le détruire. La revendication indépendantiste kanak ne s'éteindra pas, nous sommes déterminés à accéder à notre souveraineté.

Vous êtes tous militants politiques, vous étiez directrice de cabinet du président du Congrès : pourquoi avez-vous été ciblés ?

Certaines personnes estiment que l'État craignait que nous ayons la capacité à faire se lever le peuple kanak. C'est très prétentieux alors que j'avais un rôle de « dircab », pas du tout visible. Je n'étais même pas dans l'organisation des marches. Encore aujourd'hui, je ne l'explique pas. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR BENJAMIN KÖNIG



Devant les bureaux de l'Union calédonienne, à Nouméa, le 19 juin 2024, jour de l'arrestation des militants indépendantistes. D. MAYEUR/AFP

« Celui qui se scandalise est toujours banal : j'ajoute qu'il est également toujours mal informé. »

Pier Paolo Pasolini

L'HOMME DU JOUR



Ben Cohen

Il fallait voir la tête déconfite de Robert Kennedy Jr, ministre de la Santé de l'administration Trump, en pleine audition parlementaire au Congrès. Mercredi, la séance a en effet été interrompue par Ben Cohen, le cofondateur de la marque de crèmes glacées Ben & Jerry's. « Le Congrès finance des bombes pour tuer des enfants », s'est exclamé l'homme de 74 ans, dénonçant le soutien des États-Unis à Israël dans son entreprise génocidaire à Gaza, avant d'être expulsé brusquement de la salle. Menotté, puis traîné par les policiers dans les couloirs du Capitole de Washington, ce partisan de Bernie Sanders et fervent opposant à la colonisation dans les territoires palestiniens a martelé : « Il faut qu'ils laissent rentrer la nourriture dans Gaza, qu'ils nourrissent les enfants qui crèvent de faim. » Et en finir avec la complicité. ■

ANTOINE PORTOLES

COUP DE PROJECTEUR

Ciné-débat sur la guerre d'Algérie

Les Ami·es de l'Humanité organisent une projection-débat autour du documentaire *Deux vies pour l'Algérie*, de Jean Asselmeyer et Sandrine-Malika Charlemagne. Le film retrace les vies et le combat pour l'indépendance de l'Algérie de William et Gilberte Sportisse, juifs, Algériens et communistes, centenaires au moment du tournage. Gilberte, elle, est décédée en 2021 à l'âge de 103 ans, William, lui est toujours en vie. Ils ont combattu pour l'indépendance de leur pays avec l'espoir chevillé au corps de voir l'avènement du socialisme. Leur mémoire est un témoignage pour l'histoire. La séance sera suivie d'une rencontre avec la réalisatrice Sandrine-Malika Charlemagne, l'historien Alain Ruscio et Jean-Emmanuel Ducoin, rédacteur en chef de l'Humanité. Au cinéma l'Escurial 11, bd de Port-Royal, Paris 13^e, samedi 17 mai, à 11 h 30. ■

L'œil de Soph'

EN SUISSE, DES ADDITIFS DE PNEUS DÉTECTÉS DANS 31% DES FRUITS ET LÉGUMES



LA BONNE NOUVELLE Une transition de genre prise en charge par une CPAM

C'est une décision historique en France. Le tribunal judiciaire de Strasbourg a donné raison, mercredi 14 mai, à un homme transgenre contestant le refus de la caisse primaire d'assurance-maladie (CPAM) du Bas-Rhin de financer sa mastectomie. La caisse devra rembourser l'opération et verser 3 000 euros pour le préjudice subi. La juridiction a jugé que les critères imposés par la CPAM créaient une inégalité d'accès aux soins contraire à la convention européenne des droits humains. Âgé de 31 ans, en transition depuis 2017,

le plaignant a exprimé son soulagement. Son avocate, Mme Laura Gandonou, salue une décision « inédite » reconnaissant le « caractère discriminatoire du refus de la CPAM ». Ce jugement apporte de l'espoir et pourrait faire jurisprudence : huit cas similaires sont en cours dans d'autres villes. En mars, l'Inter-LGBT rappelait auprès de l'AFP que « toutes les CPAM ne traitent pas la transidentité de la même manière ». Espérons que cette première décision en appelle d'autres. ■

CLARA GAZEL

L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

Gaza « Allez-vous agir, de façon décisive, pour empêcher un génocide à Gaza ? » Cette question, Tom Fletcher, le chef des opérations humanitaires de l'ONU, l'a posée le 14 mai aux membres du Conseil de sécurité, décrivant les conditions « inhumaines » imposées « sans la moindre gêne » par Israël. Le 15, la défense civile palestinienne recensait plus de 160 morts en moins de 48 heures sous les bombardements israéliens.

Vidéo « Hitler était socialiste », « Les nazis étaient de gauche », etc. Vous avez peut-être lu ces bêtises sur les réseaux sociaux ces derniers mois. On a demandé au spécialiste du sujet, l'historien Johann Chapoutot, de rétablir les faits, une bonne fois pour toutes. Les deux premiers épisodes sont déjà disponibles.

LE BILLET DE MAURICE ULRICH



Ça va de soi

Pour saint Augustin, la grâce était un don de Dieu. Aux États-Unis et dans d'autres pays, dont la France, elle est au pouvoir du président. Joe Biden, les derniers jours de son mandat, en a usé pour plusieurs membres de sa famille. Grâce bien ordonnée commence par soi-même. Donald Trump, depuis son retour à la Maison-Blanche, en a accordé plus qu'aucun autre président américain. La plupart des 1500 émeutiers qui avaient pris d'assaut le Capitole le 6 janvier 2021 en ont bénéficié dès le 20 janvier 2025. Ça peut aussi se négocier. Par exemple, Robert Kennedy Jr, secrétaire d'État à la Santé, a intercéde en faveur du fondateur d'entreprise automobile Trevor Milton, condamné pour divers mensonges au sujet de ses affaires et qui lui a fait don d'un million de dollars pour sa campagne. Pour un ancien procureur spécialisé dans la corruption, une grâce est accordée à quelqu'un qui a payé sa dette à la société ou pour réparer une injustice, « elle n'est pas destinée au plus offrant ». Ça va de soi. ■

LE FIL ROUGE

Paris (12^e) L'Association pour le jumelage entre les camps de réfugiés palestiniens et les villes françaises (AJPF) organise, en partenariat avec l'Humanité, la troisième grande conférence sur la défense des réfugiés palestiniens et le rôle essentiel de l'Unrwa. Hamdan Ballal, réalisateur palestinien oscarisé pour son film *No Other Land*, sera l'invité d'honneur de cette rencontre. Elle rassemblera près de 300 personnes, dont une délégation palestinienne représentant les camps de Cisjordanie, du Liban, de Jordanie, de Syrie, de Gaza, ainsi que des chercheurs, des intervenants politiques, les villes jumelées et les villes du réseau de l'AJPF, afin de renforcer les solidarités et peser sur les politiques françaises. Un débat sera animé par Vadim Kamenka, journaliste à l'Humanité. Cette conférence aura lieu samedi 17 mai, au Théâtre Traversière, à Paris.

La commission Bétharram avance unie

L'audition de François Bayrou, mercredi 14 mai, devant la commission d'enquête parlementaire sur les violences scolaires laissera-t-elle des traces sur le fonctionnement de celle-ci ? Non, ont assuré le lendemain sa présidente, Fatiha Keloua-Hachi (PS), et ses deux corapporteurs, Violette Spillebout (Ensemble) et Paul Vannier (LFI). « Nous sommes une commission au travail, et qui va continuer », a ainsi affirmé la première, malgré cette audition « plutôt pénible ». L'attitude vindicative du premier ministre et ses critiques récurrentes sur la « méthode » de la commission visaient pourtant à fragiliser le travail de celle-ci dans l'espoir de détourner les questions posées sur ses propres responsabilités.

Cette stratégie a toutefois contraint le « triumvirat » des commissaires à assumer ses divergences. Pour Paul Vannier, l'audition a montré que « le premier ministre, à plusieurs reprises, a menti », y compris « devant les députés, devant les victimes ces derniers mois ». Interrogé par le même Paul Vannier le 11 février, lors de la séance des questions au gouvernement, François Bayrou avait affirmé n'avoir « jamais été informé » de violences physiques ou sexuelles à Bétharram. Mercredi, il a cette fois déclaré sous serment n'avoir « pas eu d'autre information » que « par la presse ».

Paul Vannier a relevé d'autres variations dans les déclarations du premier ministre, en particulier sur sa rencontre, d'abord niée, avec le juge Mirande, en juin 1998, au sujet de la mise en examen pour viol sur mineur de l'ancien directeur de l'établissement. Au sujet de l'inspection de Bétharram commandée en 1996 par celui qui était alors ministre de l'Éducation, il « révèle qu'il n'a alors lu que les conclusions du rapport d'inspection : cinq lignes sur trois pages ». François Bayrou n'a donc pas pris connaissance des faits de violences relevés dans le corps du rapport : s'il l'avait fait, conclut le député du Val-d'Oise, « il aurait pris des mesures à la hauteur et protégé des centaines d'enfants ».

UN PLAN GOUVERNEMENTAL ANNONcé SOUS PRESSION

Sans surprise, Violette Spillebout porte un regard différent sur la prestation du premier ministre de la majorité à laquelle elle appartient. Elle a vu « la défense extrêmement rigoureuse, offensive, d'un homme attaqué dans son honneur par mon collègue » et qui « ne s'est pas dérobé », assurant n'avoir jamais menti mais assumant « des imprécisions dans ses souvenirs ». Quoi qu'il en soit, a-t-elle précisé au sujet de la commission, « nous sommes un trio et nous poursuivrons le travail de façon unie, même si nous ne tirons pas les mêmes conclusions de cette audition ». Ces sensibilités différentes n'ont jamais été cachées et, depuis février, n'ont jamais empêché la commission d'accomplir son travail. On peut même penser qu'elles font sa force, le gouvernement ayant adopté sans attendre la fin de ses travaux diverses mesures, comme le plan « Brisons le silence » annoncé par la ministre de l'Éducation nationale, Élisabeth Borne.

VIOLENCES SCOLAIRES Lors de son audition par les députés, mercredi 14 mai, François Bayrou s'est acharné à discréditer leur travail. Par-delà leurs sensibilités différentes, les parlementaires ont réaffirmé leur détermination à poursuivre leur enquête. Et à la mener jusqu'au bout.



L'audition de François Bayrou par la commission d'enquête parlementaire a duré près de cinq heures trente.

Parmi les réactions politiques à cette audition, on note un certain empressement, du centre à l'extrême droite, à assurer le service après-vente du premier ministre. Tout en finesse, Marc Fesneau, le chef des députés Modem (et proche de François Bayrou), a par exemple hurlé au « stalinisme » contre le travail « dégueulasse » de la commission, recourant au même registre que le vice-président du RN, Sébastien Chenu, qui de son côté jurait avoir assisté mercredi « à un procès de Moscou ». Laurent Wauquiez, chef des députés LR, a préféré dénoncer « la récupération de la France insoumise ».

« Personne ne fait le procès d'un tel ou un tel », leur a répondu Manuel Bompard, coordinateur national de LFI, rappelant qu'il s'agit pour la commission de « déterminer les responsabilités des responsables politiques de l'époque ». Prise à partie par François Bayrou, qui l'a traitée d'« affabulatrice » mercredi, Françoise Gullung, la « lanceuse d'alerte » de Bétharram, lui a répondu elle-même : « Non, je n'ai pas affabulé », a-t-elle affirmé sur Franceinfo, jugeant que François Bayrou n'avait pas « réuni les outils pour pouvoir répondre aux questions posées ». Mais le tacle le plus implacable est peut-être venu d'Alain Esquerre, le fondateur du collectif des victimes de Bétharram. « Pour nous, victimes, François Bayrou ne représente pas l'enjeu principal de notre combat, a-t-il recentré. Il incarne (...) une époque où les signaux d'alerte ont été négligés, ignorés ou minimisés. » La commission va poursuivre ses auditions en terminant, mercredi 21 mai, par celle d'Elisabeth Borne. Son rapport est ensuite attendu pour la fin juin. ■

OLIVIER CHARTRAIN



La diabolisation, point faible ou point fort des insoumis ?

GAUCHE Cible des médias libéraux, le mouvement mélenchoniste se pose en « forteresse assiégée », persuadé que les controverses renforcent son assise antisystème. Mais une telle stratégie laisse des traces, dans l'électorat comme chez ses partenaires.

Jeudi 8 mai, Jean-Luc Mélenchon a déposé plainte. Le jour même, l'avocat Alain Jakubowicz, ancien président de la Licra, a osé le comparer à l'ancien ministre nazi Joseph Goebbels après avoir été interrogé sur la sortie récente du livre-enquête *la Meute*. L'ouvrage, signé des journalistes Charlotte Belaïch et Olivier Pérou, révèle la « violence » et la « toxicité » de certains cadres et militants au sein de la France insoumise (LFI), de son leader au premier chef. L'analogie avec le nazisme, absurde, dit le degré de haine que suscite LFI sur certains plateaux de télévision. Plusieurs jours plus tard, le patron des députés de droite (LR), Laurent Wauquiez, déclare que le parti mélenchoniste « est le premier danger politique aujourd'hui en France » – le même est à l'initiative d'une commission d'enquête parlementaire censée faire la lumière sur « les liens entre les insoumis et les islamistes ». Les macronistes, eux, participent aussi à excommunier LFI de « l'arc républicain ».

« Antisémité », « antirépublique », « islamogauchiste », « pro-Hamas », « dérive factieuse »... Dans un contexte général de dénigrement des forces progressistes, jetées dans le caricatural panier du « wokisme », la France insoumise est désormais quotidiennement diabolisée, quand le Rassemblement national fait le chemin contraire. Une telle inversion des valeurs est dangereuse pour le débat public. La faute aux médias ? Ce serait un peu court. La sortie injurieuse d'Alain Jakubowicz ne doit pas faire oublier que Jean-Luc Mélenchon lui-même s'est laissé aller à des analogies douces : ici convoquant Eichmann pour critiquer le directeur de l'université de Lille, là approuvant

une comparaison du secrétaire national du PCF, Fabien Roussel, au collaborateur Doriot. Comme un symbole du rapport qu'entretient le leader insoumis à sa propre diabolisation. Attaqué souvent de manière fallacieuse par les médias libéraux, il tend aussi volontiers le bâton pour se faire battre en multipliant les polémiques. Voir il les théorise comme une arme.

« COLLABORATEURS DES ENNEMIS DE LA NATION »

« Plus on nous cogne dessus, plus on gagne en voix », aiment à ironiser Jean-Luc Mélenchon et son entourage en s'appuyant sur ses résultats aux présidentielles : en trois scrutins, l'insoumis n'a fait que gagner des voix, malgré le battage médiatique contre lui. « La haine des médias du capital est notre médaille », déclarait-il déjà en 2018.

« Quand un système médiatique mainstream qui est détesté de la plupart des gens nous tape dessus comme un seul homme, ça tend à prouver qu'on est dans le vrai, assure aujourd'hui le député LFI Antoine Léaument, ex-responsable de la communication numérique de Jean-Luc Mélenchon. Je constate que, dans la vie politique du pays, nous sommes centraux. Il n'y a pas un jour où on ne parle pas de nous. » Une analyse qui n'est pas partagée par certains députés au sein du groupe insoumis, mal

à l'aise face à l'accumulation des polémiques (affiche à l'effigie de Cyril Hanouna, ton agressif employé contre un journaliste...) ou tout simplement inquiets des dégâts que la diabolisation provoque dans l'opinion.

Le député apparenté LFI Aymeric Caron ne croit pas au discours qui voit dans la controverse médiatique un carburant : « Ce serait se mettre dans la position d'un citoyen qui a une hauteur de vue ■■■

« Dans la vie politique du pays, nous sommes centraux.
Il n'y a pas un jour où on ne parle pas de nous. »

ANTOINE LÉAUMENT, DÉPUTÉ LFI



Jean-Luc Mélenchon entouré d'élus de la France insoumise, lors de la manifestation contre l'islamophobie, à Paris, dimanche 11 mai. GEOFROY VAN DER HASSELT/AFP

■■■ et une fine connaissance du fonctionnement médiatique. La réalité, c'est que la majorité des gens n'ont pas le temps d'avoir ce regard très critique. Quand tous les jours la télévision explique que nous sommes un parti antisémite, une partie des gens finissent par le croire. »

Diabolisée, LFI devient de fait une cible. D'autant que les attaques ont changé de nature. En 2017, Jean-Luc Mélenchon pouvait être peint en dangereux ersatz de Robespierre-Lénine par *le Figaro* du fait de son programme économique et fiscal. Huit ans plus tard, LFI est accusée de « collaborer » avec des « ennemis de la nation », islamistes en tête.

« ILS L'AVAIENT ENTENDU SUR CNEWS »

Un boulevard pour l'extrême droite radicale, d'abord. Mais aussi pour n'importe quel badaud qui se serait laissé convaincre que les insoumis constituent, en effet, une menace pour le pays. Aymeric Caron a été interpellé dans la rue, le 12 mai, par un retraité qui déclarait « vouloir le tuer par plaisir ». L'échange a été filmé. « En 2024, des gens m'ont agressé et accusé de soutenir le Hamas, ce qui est faux, raconte encore l'élu parisien. Ils étaient incapables d'expliquer ce que j'avais dit exactement, mais ils l'avaient entendu sur CNews. La diabolisation repose aussi sur la diffamation et le mensonge. »

Les exemples ne manquent pas. Le député Louis Boyard a déclaré avoir dû déménager,

en 2023, à la suite de la divulgation de son adresse par des militants d'extrême droite. La maison de Jean-Luc Mélenchon dans le Loiret a été prise pour cible. Thomas Portes a reçu pendant plusieurs jours des photos d'armes à feu assorties d'un compte à rebours censé le mener au jour de son assassinat. La présidente du groupe LFI à l'Assemblée nationale, Mathilde Panot, elle-même ciblée, s'en inquiétait en 2024 : « On ne peut pas continuer à laisser des médias diffuser des discours de haine contre nous sans que cela ait des répercussions. Nos militants, nos élus vivent dans la peur. »

De fait, ces menaces régulières font partie de la vie du mouvement et ont une influence sur le rapport qu'entretiennent les militants avec lui. Pour beaucoup, LFI est une citadelle assiégée par l'extrême droite, par des médias hostiles, et par une partie de la gauche qui voudrait lui contester son leadership – ces antagonismes étant parfois mis dans le même sac. Contactés, plusieurs d'entre eux témoignent auprès de *l'Humanité* que la publication de *la Meute* a été vue comme une preuve « d'une nouvelle attaque contre LFI » ou, dans un registre plus léger, que « c'est devenu une blague qui (les)

fait marrer » à travers laquelle le mouvement insoumis se consolide. « Cette ambiance nous attire aussi beaucoup de soutien de citoyens, et il y a de la solidarité au sein du groupe », acquiesce Antoine Léaument.

La diabolisation, un mal nécessaire pour qui veut incarner une vraie gauche de rupture ? Voire une aubaine électorale ? « C'est vrai que cela permet de solidariser la base militante et que cela opère sur une partie de l'électorat antisystème, nous répond

Jean-Yves Dormagen, politologue et président de l'institut de sondage Cluster17. Mais avec sa stratégie, Mélenchon introduit des logiques clivantes au sein de l'électorat progressiste : sur la Palestine, sur son rapport à la social-démocratie ou à la démocratie interne. La distance s'est accrue entre les insoumis et une partie de l'électorat social-démocrate, ce

qui relance un espace socialiste et réduit leur potentiel électoral. » En admettant que le clivage permanent et la diabolisation subie en retour soudent un électoral qui lui permette de franchir le premier tour, le candidat insoumis devra toujours rassembler au second. Or, qu'arriverait-il si l'il se retrouve en face d'un candidat du RN parfaitement normalisé ? « C'est

au bloc central qu'il faudra poser la question, élude Antoine Léaument. Préfère-t-il Mélenchon ou Le Pen ou Bardella ? En cas de choc aussi frontal, beaucoup préféreront la République à un parti fondé par des Waffen SS. »

UN FACTEUR DE DÉSUNION À GAUCHE

Reste que les polémiques laissent des traces. Et éloignent aussi les insoumis de leurs partenaires dans le cadre du Nouveau Front populaire. Pour la députée apparentée écologiste Danielle Simonnet, qui faisait partie de LFI jusqu'à son exclusion brutale à l'été 2024, la stratégie de la diabolisation serait même « voulue » : « LFI et surtout Mélenchon ne souhaitent pas d'un débat sur la prochaine présidentielle : candidature commune et unitaire ou candidature insoumise ? Dès lors, la diabolisation leur permet d'éviter le débat. » De fait, plus les insoumis sentent le soufre, plus le reste de la gauche a de facilités à les déclarer « infréquentables ». Les socialistes et les communistes ont d'ores et déjà pris leurs distances. Fabien Roussel parle désormais de LFI comme « d'une secte sous l'emprise du couple » Mélenchon-Chikirou. Les écologistes tempèrent, épargnant LFI, moins son fondateur. Peut-être les polémiques fournissent-elles un carburant électoral. Elles tiennent, plus sûrement, de l'acide qui ronge l'union de la gauche. ■

« Avec sa stratégie, Mélenchon introduit des logiques clivantes au sein de l'électorat progressiste. »

JEAN-YVES DORMAGEN,
POLITOLOGUE

CYPRIEN CADDEO

**ÉBOUEUR MORT AU TRAVAIL**

Dans les Yvelines, un éboueur de 50 ans est mort en fonction. Il a été happé par un poids lourd alors qu'il ramassait les poubelles à Bougival, sur la départementale 113. En arrêt cardio-respiratoire à l'arrivée des secours, il n'a pu être réanimé.

HSBC LICENCIE

Après s'être séparée de sa banque de détail et de son volet assurance-vie, la banque veut supprimer 348 postes de plus en France, soit 10 % de ses effectifs, surtout des agents commerciaux travaillant dans les 80 agences qu'HSBC compte fermer dans le même élan.

LA CFDT CRÉE LES PLACES DU TRAVAIL

La secrétaire générale de la CFDT, Marylise Léon, a lancé jeudi les « places du travail », un « laboratoire d'idées et d'expérimentation sur les transformations du travail » avec des acteurs de la société civile « au-delà des appartenances institutionnelles ».

Loi plein-emploi : péril sur les missions locales

ACCOMPAGNEMENT

Les travailleurs sociaux qui œuvrent pour l'insertion des 15-25 ans ont débrayé le 15 mai. Ils exigent l'abrogation de cette réforme qui détourne de leur vocation sociale ces structures associatives en imposant aux usagers une inscription dans les fichiers de France Travail.



JEAN-CHRISTOPHE PELLET/TRANSFUSION

Initialement, les missions locales informaient, orientaient et accompagnaient les jeunes.

Si les effets délétères de la loi plein-emploi sur les allocataires du RSA ont été abondamment commentés depuis l'entrée en vigueur de la réforme en janvier, ses conséquences sur le sort des jeunes suivis au sein des missions locales sont en revanche passées sous les radars médiatiques. Elles font pourtant peser des menaces tout aussi inquiétantes sur le devenir des missions locales, ces quelque 450 structures associatives à délégation de service public. Réparties dans toute la France, elles ont pour objectif d'informer, d'orienter et d'accompagner

des jeunes de 15 à 25 ans en vue de les aider à trouver un emploi, une formation ou un logement, se révélant être parfois, pour les plus vulnérables, le dernier filet de sécurité avant le saut dans la précarité.

Lors de leur journée de mobilisation à l'appel de la CGT, ce jeudi 15 mai, les conseillers œuvrant auprès de ce 1,1 million de jeunes rappellent les enjeux derrière l'intrusion de ces nouvelles règles et alertent sur le

bouleversement majeur qui s'annonce dans l'exercice et le sens même de leurs missions.

Réunis sur la place des Invalides, à Paris (7^e arrondissement), autour d'un « pique-nique revendicatif » aux côtés de leurs collègues du secteur médico-social – également en grève pour dénoncer la saignée budgétaire –, ces travailleurs sociaux ont convergé depuis toute la France. Ils dénoncent un racornissement de la dimension sociale ■■■



17 mai Le Parti communiste français (PCF) organise une journée sur le thème «Une nouvelle industrialisation pour la France». Place du Colonel-Fabien (Paris 19^e), à partir de 14 heures.

17 mai Lancement de l'enquête publique interdépartementale (jusqu'au 6 juin) sur le ravitaillement en biomasse de la centrale de Gardanne (Bouches-du-Rhône).

20 mai À Paris dès 17 heures, première réunion des syndicats et patronats pour les négociations sur les reconversions professionnelles.
20 mai Rendu de la décision du tribunal de Bobigny au procès d'une société

de construction jugée pour un accident du travail mortel.
5 juin La CGT lance une journée de mobilisation interprofessionnelle pour l'abrogation de la réforme des retraites et la défense de l'emploi.

■■■ de leur action au profit du simple accompagnement professionnel guidé par la pression du chiffre, sur fond de baisse drastique des moyens.

Les jeunes qui se présentent à eux sont en effet désormais tenus, au même titre que les allocataires du RSA, de se soumettre à une inscription d'office dans les fichiers de France Travail qui donnera lieu à la signature d'un contrat d'engagement leur imposant quinze heures d'activité hebdomadaire, sous peine de sanctions.

« LE PRINCIPE DE LA LIBRE ADHÉSION, C'EST TERMINÉ »

Vincent Delvalle, représentant syndical au sein de la fédération nationale des personnels des organismes sociaux dans le secteur des missions locales et lui-même conseiller à la mission locale de Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais), souligne l'ampleur du décalage entre ces injonctions et les principes guidant leur démarche : « *Notre action ne se résume pas à aider les jeunes à trouver un emploi. Elle consiste aussi à recevoir ceux qui sont aux prises avec des difficultés d'ordre social liées au logement, aux ressources, à une situation de rupture familiale. Or, la seule obsession du gouvernement est l'emploi coûte que coûte.* »

Avec une conséquence, selon lui, aussi inacceptable qu'absurde : « *On doit désormais les interroger sur ce qu'ils ont fait dans la semaine, ils devront répondre à ces contrôles, faute de quoi ils perdront leurs allocations. On devient des flics. Or, ce n'est pas notre métier!* » s'insurge le syndicaliste, qui n'a pas l'intention de se plier à ces règles. « *Je ne vais pas imposer à un jeune qui touche à la porte de remplir un contrat d'engagement s'il ne sait même pas où dormir le soir!* »

C'est bien un changement de paradigme que dénoncent les conseillers CGT face à cette loi qui pervertit la vocation

« On devient des flics. Ce n'est pas notre métier ! »

VINCENT DELVALLE,
CONSEILLER À LA MISSION
LOCALE DE HÉNIN-BEAUMONT

sera suivi par nos soins ou par France Travail. Le principe de la libre adhésion, c'est terminé», tranche Vincent Delvalle. « Et quid de ceux qui n'ont pas encore de papiers ou sont en cours de régularisation ? Comment pourront-ils remplir ce contrat d'engagement jeune, condition préalable pour accéder à des aides financières ? » interroge le syndicaliste.

Des dérives d'autant plus préoccupantes à ses yeux qu'elles se greffent sur un terrain déjà fragilisé pour ce secteur qui subit de plein fouet la baisse des financements de l'État et des régions, avec des menaces directes sur la pérennisation des emplois précaires, devenus légion dans le domaine social. « *On sait d'ores et déjà que les CDD ne seront pas renouvelés l'année prochaine en raison de la saignée budgétaire annoncée dans le secteur* », anticipe le syndicaliste. Des décisions prises, selon lui, au mépris des études qui se multiplient alertant sur la dégradation de l'état de santé psychique des jeunes. La dernière en date, publiée le 6 février 2025 par le Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge (HCFEA), avait ainsi posé ce constat glaçant : « *Seulement 59 % des collégiens et 51 % des lycéens présentent un bon niveau de bien-être mental.* » ■

HAYET KECHIT



En Bretagne, le réseau répare et vend plus de 110 000 appareils de gros électroménager chaque année.

Plus de 1000 emplois menacés dans le réseau d'insertion Envie

ÉCONOMIE CIRCULAIRE Plusieurs structures de la fédération de l'économie sociale et solidaire, spécialiste du réemploi d'appareils électroménagers, ont perdu leurs marchés lors d'un appel d'offres lancé par l'éco-organisme Ecosystem.

Le 2 avril, Envie, le plus important opérateur à but non lucratif de réemploi d'appareils électroménagers, candidatait à une trentaine des 101 lots mis en jeu dans l'appel d'offres national lancé par Ecosystem, l'éco-organisme agréé par l'État chargé par les producteurs d'équipements électriques et électroniques de gérer la collecte et le traitement des déchets. Un rendez-vous capital pour les 53 entreprises d'insertion de cette fédération de l'économie sociale et solidaire, et qui jouaient leur survie économique.

Si 15 ont conservé leurs marchés et six en ont remporté un, neuf sont restées le bec dans l'eau. Or, cinq de ces sites logistiques – Rennes, Nantes, Angers, Niort et Mulhouse – fortement dépendants de l'éco-organisme, chancellent déjà. Jusqu'à 1000 postes sont menacés directement ou indirectement, occupés à 75 % par des personnes en parcours d'insertion. « *Nous sommes en colère. L'année dernière, nous avons fêté nos 30 ans et nos 20 ans de partenariat avec l'éco-organisme*, réagit Ludovic Blot, directeur d'Envie Rennes. Nos

structures sont pourtant des outils pour réparer des vies. » Chaque année, 150 à 200 personnes éloignées de l'emploi sont adressées par France Travail à cette structure pour renouer avec le monde du travail. « *En 2024, le taux de réinsertion dans la vie professionnelle a été de 81 %* », fait valoir le directeur.

DIFFICILE DE FAIRE LE POIDS

Le réseau breton fonctionne avec trois activités : la logistique, l'atelier et le magasin et, à défaut, le centre de recyclage si la réparation est impossible. « *On représente 230 emplois avec 150 en parcours d'insertion*, assure le directeur. Malheureusement, la perte de ces marchés représente 70 % de nos activités logistiques et 60 % de notre production. 85 emplois sont directement menacés, majoritairement en insertion, sans prendre en compte par la suite l'effet domino ! Tout cela va être cassé au nom d'une politique purement économique sans intégrer les enjeux écologiques du réemploi, et sociaux de réinsertion », sedésole le dirigeant breton. « *Évidemment que nous sommes plus coûteux que les autres, mais nous sommes aussi plus fiables !* » reprend-il.

« *Sur la globalité de l'appel d'offres, l'économie sociale et solidaire (ESS) demeure le premier opérateur de transport. On ne change pas de braquet avec Envie, notre partenaire depuis dix-neuf ans* », souligne Claire Lemarchand, directrice de la communication d'Ecosystem, qui rappelle que les critères de sélection de l'appel d'offres sont dictés par la réglementation et le cahier des charges qu'il est imposé : 60 % sur l'économie, contre 40 % pour le social et l'environnemental. Face aux Veolia, Suez et autres sociétés de transport capitalistes, l'ESS a du mal à faire le poids.

Après l'échec d'une médiation organisée par le ministère de la Transition écologique, un recours juridique a été déposé contre Ecosystem. Envie Rennes réclame « *un délai d'au moins dix-huit mois pour se réorganiser et préserver les emplois et la filière de reconditionnement* », quand Ecosystem proposait dix à douze mois. « *Nous sommes déjà en chômage partiel, c'est maintenant qu'il faut agir pour sauver nos emplois* », plaide Ludovic Blot. ■

LÉA DARNAY



Manifestation de l'extrême droite allemande, le 21 décembre 2024, après l'attentat perpétré au marché de Noël de Magdebourg, en Saxe-Anhalt.
DPA PICTURE-ALLIANCE VIA AFP

Milan, terre d'asile... de l'extrême droite

ITALIE Ce 17 mai se tient le premier sommet européen sur la « remigration ». Un terme policé pour évoquer la déportation des immigrés et de leurs descendants sans égard pour leur citoyenneté, leur lieu de naissance ou leur statut juridique.

C'est une première du genre et ce n'est pas un hasard si elle se déroule à Milan. « Le fascisme, qui est le père du nazisme, est né ici. Tout comme la Forza Italia de Berlusconi et la Ligue de Salvini », relève, pour *l'Humanité*, Primo Minelli, président de l'Association nationale des partisans italiens (Anpi) de la ville. La capitale économique du nord de l'Italie concentre toutes les contradictions sociales et est souvent perçue par les militants politiques locaux comme un laboratoire des phénomènes politiques nationaux, voire européens. C'est donc ici, au cœur de la Lombardie, que se tient, ce 17 mai, le premier sommet continental sur la « remigration ». Organisé dans le plus grand des secrets, malgré la publicité faite par ses promoteurs sur les réseaux sociaux, le lieu de ■■■

■■■ l'événement ne devait être connu que 24 heures avant pour éviter les contre-manifestations d'antifascistes. Un temps, le maire de la ville, Giuseppe Sala (Parti démocrate), a tenté de l'interdire. En vain : « Cela n'a pas été possible car il semble qu'il se tienne dans un lieu privé », note Anna Camposampiero, responsable des relations internationales du Parti de la refondation communiste (PRC) et militante à Milan. 400 personnes sont ainsi attendues, dont certaines ont payé jusqu'à 250 euros pour un accès VIP sans que le site ne précise qui se cache derrière ce réseau informel.

RENCONTRE CLANDESTINE

Derrière le terme presque distingué de « remigration » se cache un pur concept d'extrême droite qui vise à la déportation massive des immigrés et de leurs enfants quels que soient leur statut juridique, leur lieu de naissance et leur citoyenneté. Des migrants, des demandeurs d'asile, mais aussi des citoyens européens nés hors du continent, donc. En janvier 2024, le concept avait été vulgarisé auprès du grand public après les révélations du média d'investigation Correctiv sur une rencontre clandestine, tenue en novembre 2023 à Potsdam, de néonazis avec l'Alternative pour l'Allemagne (AfD, extrême droite) et l'aile la plus droitière de la CDU pour constituer un réseau dédié à l'expulsion rapide de 2 millions de personnes.

Martin Sellner, cofondateur du Mouvement identitaire autrichien (IBÖ) et grand promoteur de l'idée à laquelle il a consacré un livre, était présent à ce rassemblement secret. En France, le partisan le plus médiatisé de la « remigration » reste Éric Zemmour.

de la « remigration » reste Éric Zemmour (Reconquête), qui souhaite qu'un ministère de plein exercice y soit consacré.

À Milan, Martin Sellner figure comme de bien entendu parmi les principaux orateurs aux côtés de l'ancien eurodéputé frontiste Jean-Yves Le Gallou, désormais lié à Reconquête. On trouve également le nationaliste portugais Afonso Gonçalves et l'influenceuse néerlandaise Eva Vlaardingerbroek. L'ancien député belge Dries Van Langenhove, condamné en 2024 pour « propos racistes, haineux, nazis et négationnistes », sera également de la partie. Lors d'une discussion en ligne sur X, le réseau détenu par Elon Musk, les organisateurs ont expliqué vouloir créer « un foyer pour la droite identitaire, la droite "pure" », afin de faire de la « remigration » un projet partagé qui essaime dans le débat politique.

Si la présidente du Conseil des ministres italien, Giorgia Meloni (Fratelli d'Italia), s'est tenue à distance de l'événement, son vice-président, Matteo Salvini (la Lega), claironne au nom de « la liberté d'expression pour tous » : « Si les rassemblements d'extrême gauche ne sont pas interdits, je ne vois pas pourquoi d'autres le seraient. » Le discours d'Alessandro Corbetta, chef de file de la Lega au conseil régional de Milan, est symptomatique de l'imprégnation du terme de « remigration » dans le débat. Il soutient l'idée de déportations massives pour « une plus grande sécurité et une meilleure qualité de vie en Italie et dans toute l'Europe ».

L'idée que la Lega « joue un rôle politique et organisationnel dans le sommet », selon Anna Camposampiero, a fait son chemin parmi les partis de gauche, les syndicats et les associations telles que l'Anpi. La responsable communiste poursuit : « Alors que dans d'autres pays européens, de nombreux orateurs sont considérés comme indésirables, le gouvernement italien et la Lega, au premier rang, offrent leur soutien. » Le rassemblement que tiendront les organisations antifascistes sur la place du Dôme vise à « montrer que notre ville n'accepte pas ces idées et les gens qui les portent ». Pour beaucoup, le sommet demeure une insulte à l'histoire antifasciste de la cité, médaille d'or de la Résistance. Une raison de plus de se mobiliser. ■

LINA SANKARI

La droite portugaise part favorite malgré ses casseroles

LÉGISLATIVES Pour la troisième fois en trois ans, les Portugais éliront un nouveau Parlement, ce dimanche. La coalition du premier ministre sortant pourrait se maintenir au pouvoir.

Retour aux urnes pour les Portugais avec de nouvelles élections législatives, ce dimanche, les troisièmes en trois ans. Reconduiront-ils au pouvoir la coalition de droite modérée du premier ministre sortant, Luis Montenegro (coalition Alliance démocratique, AD), qui a démissionné après seulement une année au pouvoir ? C'est ce qu'indiquent les plus récents sondages en le plaçant en tête des intentions de vote avec 32 %, contre près de 27 % pour le Parti socialiste (PS) de Pedro Nuno Santos, chef d'une première force d'opposition qui a su se montrer conciliante au moment de l'adoption du budget de l'État pour 2025.

Sous la menace d'une commission d'enquête parlementaire portant sur une affaire de conflit d'intérêts, Luis Montenegro avait préféré déposer, en mars, une motion de confiance vouée à l'échec, provoquant dans la foulée la convocation de ces législatives anticipées. Faisant ainsi le pari de s'en remettre au verdict des urnes pour maintenir son parti au pouvoir.

LA THÉMATIQUE MIGRATOIRE EN TOILE DE FOND

Dotés actuellement de 78 sièges chacun au Parlement (sur 230), la coalition de droite et le PS semblent miser sur un recul du parti d'extrême droite Chega, la troisième force politique du pays, qui pourrait avoir déçu une partie de son électorat après plusieurs affaires révélant le peu d'intégrité de plusieurs de ses élus. Le parti dirigé par le chantre « antisystème » André Ventura devrait toutefois maintenir le score obtenu l'an dernier (18 %), qui lui a permis d'obtenir 49 députés.

Alors qu'il a déjà annoncé son refus de gouverner avec le soutien de l'extrême droite,

Luis Montenegro pourrait bâtir une majorité stable avec l'aide du parti Initiative libérale (droite), qui obtient en moyenne 6 % des intentions de vote.

En plus d'une possible désaffection d'un électeur lassé de ces consultations électorales à répétition, la campagne s'est déroulée avec la thématique migratoire en toile de fond, la gauche accusant le gouvernement – qui a durci la politique migratoire du pays – de chercher à séduire l'électeurat d'extrême droite, notamment en annonçant l'expulsion de 18 000 étrangers en situation irrégulière.

De son côté, la Coalition démocratique unitaire (CDU, constituée du Parti communiste portugais – quatre députés – et du Parti écologiste les Verts) a mené sa campagne sous la bannière « salaires, retraites, santé, logements et paix », et en se présentant comme « la véritable force antifasciste qui combat la droite ».

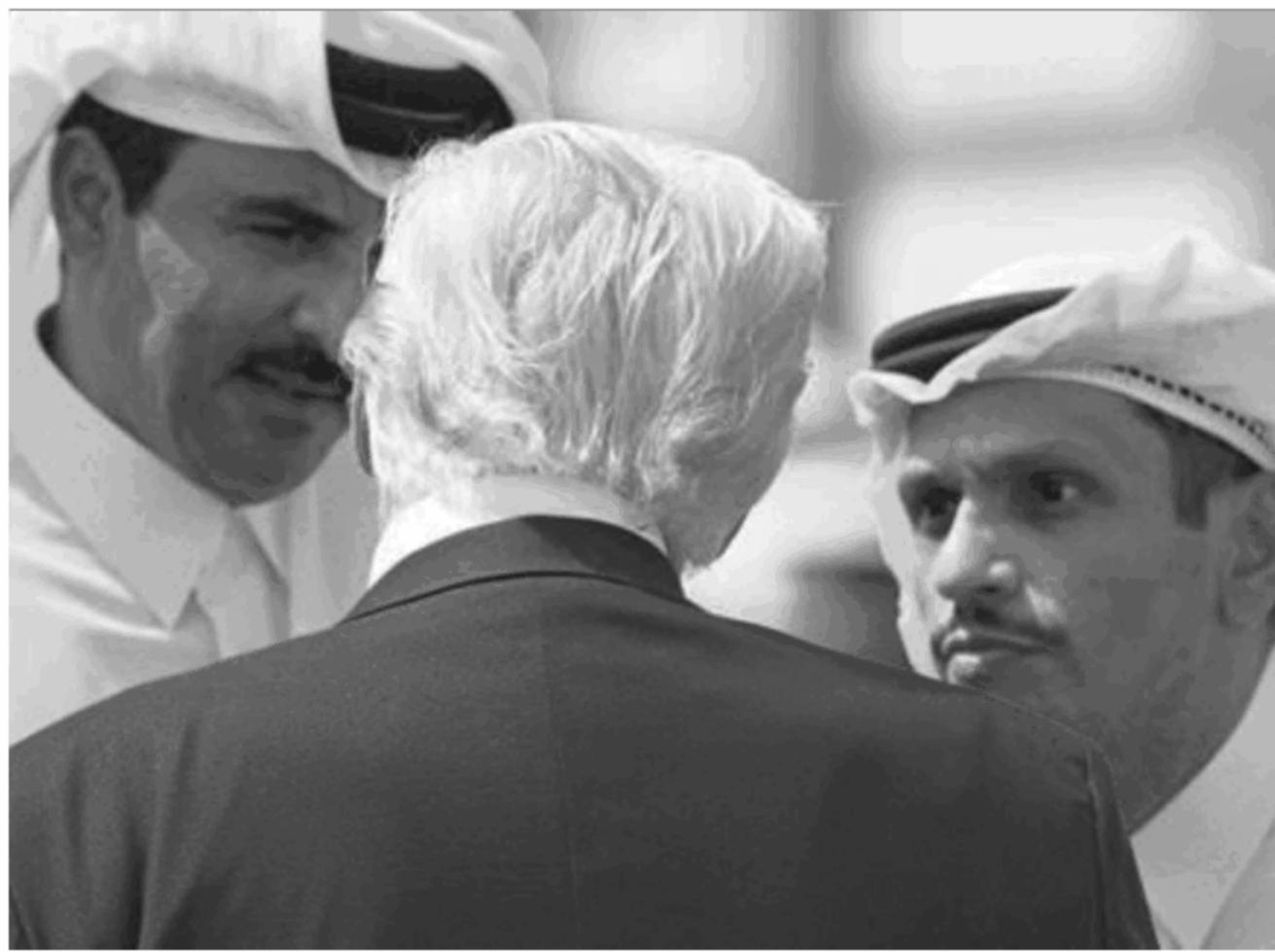
« Nous savons bien qui finance les forces réactionnaires et fascistes ; nous savons comment elles agissent et quels (intérêts) elles servent ; nous savons comment elles se nourrissent des angoisses des gens, de leurs difficultés et de leur précarité », dénonçait le leader des communistes, Paulo Raimundo, le 10 mai, à Porto, lors d'une manifestation. « Le système tente de nous diviser en nous poussant à chercher à nos côtés ou plus bas que nous pour trouver les responsables de nos vies difficiles, mais la réalité c'est qu'ils sont au sommet : ce sont ceux qui concentrent la richesse dans leurs mains tandis que le peuple est pressuré. »

À Lisbonne comme ailleurs, face à l'alliance du néolibéralisme avec la bête immonde, mêmes constats, mêmes combats. ■

LUIS REYGADA



Les têtes de liste portugaises s'affichent avant le début d'un débat télévisé. ARMANDO FRANCA/AP/SIPA



Doha, le jeudi 15 mai. Le chef d'État américain a été personnellement gratifié d'un Boeing 747 par le pouvoir qatari. BRENDAN SMIALOWSKI/AFP

Donald Trump, deux fers au feu oriental

MOYEN-ORIENT La tournée du président états-unien a permis de fortifier les liens avec des pays arabes sans affaiblir pour autant ceux avec le gouvernement de Benyamin Netanyahu.

Pour la première fois depuis son retour à la Maison-Blanche, Donald Trump a pu dérouler un de ses plans, sans obstacle ni accroc. Pas de décision de justice stoppant l'expulsion illégale de migrants. Pas de boycott citoyen visant les entreprises de son allié Elon Musk. Pas de tensions financières l'obligeant à rétropédaler sur les « droits de douane réciproques ». Pas de manœuvre di-latoire de Vladimir Poutine l'empêchant de régler en 24 heures la guerre en Ukraine. Autopromoteur de son art du deal, il repart les bras chargés d'accords commerciaux. Riyad a confirmé des contrats d'une valeur de plusieurs centaines de milliards de dollars. À Doha, les dirigeants qataris ont annoncé une commande de 210 Boeing pour un montant de près de 100 milliards de dollars. Un volume record qui s'ajoute à un cadeau plus personnel : un Boeing 747 destiné à remplacer Air Force One et à demeurer propriété personnelle du président lorsqu'il aura quitté le bureau Ovale. Le Qatar devient ainsi le seul État qui finance à la fois le Hamas et la famille Trump.

L'ARABIE SAOUDITE AU CENTRE DU JEU

Si le milliardaire avait placé sa tournée sous le sceau des bonnes affaires, celle-ci revêtait également – et peut-être surtout – une dimension politique. Il s'agissait d'une certaine façon de réinserer la puissance américaine – suspectée, à raison, de s'aligner sur la stratégie de Benyamin Netanyahu – au cœur de la géopolitique du Proche et Moyen-Orient. L'Arabie saoudite, dont le rapprochement

avec Pékin n'a pas échappé à Washington, a ainsi retrouvé une centralité, tandis que l'administration Trump aurait remis une proposition d'accord à l'Iran sur son programme nucléaire, autre pierre d'achoppement régional.

La rencontre avec Ahmed Al Charaa, le nouvel homme fort de la Syrie, en présence de Mohammed ben Salmane et, en visio, de Recep Tayyip Erdogan, après la levée des sanctions américaines, a illustré également une volonté d'apaisement que Donald Trump a tenu à expliciter lors d'un discours. Celui-ci a assuré que les États-Unis en avaient fini avec leur volonté de « nation building », une notion qui a conduit la superpuissance à s'impliquer dans des changements de régime. Sous les applaudissements de son auditoire saoudien, il a également déclaré que l'Amérique ne « donnerait plus de leçons sur comment vous devez vivre ».

La « rupture » avec la doxa néoconservatrice, jadis en vogue au sein du Parti républicain, est spectaculaire, mais elle n'est en grande partie que sémantique. Avec sa proposition de prendre le pouvoir à Gaza, le même Donald Trump a justement versé dans le « nation building » via un nettoyage ethnique assumé qu'il a, de fait, autorisé la coalition d'extrême droite au pouvoir à Tel-Aviv à mener. Dans ce même discours, Donald Trump a invité les habitants de la région à tracer « leur propre destin à leur manière », un droit qu'il nie aux Palestiniens. Si Benyamin Netanyahu ne figurait pas au programme de cette tournée, il y retrouve finalement son compte. ■

CHRISTOPHE DEROUBAIX

La Pologne élit son président

EUROPE Les Polonais votent les dimanches 18 mai et 1^{er} juin pour élire leur président. Un scrutin décisif pour la coalition centriste et libérale menée par le premier ministre Donald Tusk, qui se heurte depuis son retour au pouvoir, en décembre 2023, aux veto répétés du président sortant Andrzej Duda. Issu du parti d'extrême droite Droit et Justice (PiS), le dirigeant aux positions ultraconservatrices a bloqué plusieurs lois votées par le Parlement, dont celle facilitant l'accès à la pilule du lendemain. Son successeur désigné, Karol Nawrocki, conservateur radical du PiS, défend une ligne souverainiste avec le slogan « Pologne d'abord », rejette l'immigration et réclame la fin du soutien militaire à l'Ukraine. Face à lui, le centriste pro-européen Rafał Trzaskowski, maire de Varsovie et candidat de la Coalition civique, est donné favori au premier tour. Slawomir Mentzen, représentant du parti ultralibéral et réactionnaire Confédération Liberté et Indépendance, se présente en « troisième voie » antisystème et espère troubler le duel annoncé. ■

M. P.

Le blocus, « outil d'extermination »

GAZA Les bombardements de l'armée israélienne ont tué plus de 100 personnes dans une nouvelle attaque à l'aube, jeudi 15 mai, sur l'enclave palestinienne. Après dix-neuf mois de guerre, le bilan ne cesse de s'alourdir avec plus de 53 000 morts dans la bande de Gaza. Le porte-parole de la défense civile palestinienne, Mohammed Al Moughayir, a déclaré à l'AFP qu'« Israël a pris pour cible plusieurs habitations dans le Nord ». Simultanément, le blocus de l'aide humanitaire décrété par le gouvernement suprémaciste de Benyamin Netanyahu se poursuit, dans un contexte d'absence totale de sanctions des Occidentaux ainsi que des pays arabes. Une instrumentalisation de la faim que dénonce l'ONG Human Rights Watch, accusant Israël d'en faire « un outil d'extermination ». Durant cette même journée, un village au nord de la Cisjordanie a été attaqué par l'armée israélienne : « Les forces d'occupation ont tué cinq jeunes hommes après avoir assiégié une maison dans le centre du village », a annoncé le maire de Tamoun. Depuis le 21 janvier, la zone subit des bombardements intensifs. ■

E. M.

annonces classées Passez votre annonce dans
l'Humanité + l'Humanité + magazine + www.humanite.fr

Contactez
- Laure Thierry
01 49 22 74 89
laure.thierry@comédiance.fr



Vacances

LVJ VOYAGES
EN PARTENARIAT AVEC
TLC

Circuit les îles de la Mer Egée Orientale
06 au 15 octobre 2025 (10 jours/09 nuits)
Une découverte de ces îles préservées et bénies des dieux entre Grèce et Turquie.



Prix ttc : dès 3055 € /pers (20 pers minimum)

Détails du programme, informations et réservations sur demande

LVJ/TLC
02 79 01 02 68 contact@lvj-voyages.com

Divers

LM
Communication

OBJETS et TEXTILE PERSONNALISÉS

Votre LOGO

BADGES, AUTOCOLLANTS, DRAPEAUX, BANDEROLES, TEE-SHIRTS...



MARQUAGE DANS NOS ATELIERS FRANCE

Demandez votre devis au
02 32 18 07 70
LMcommunication.com

Kvaratskhelia, le facteur X du PSG

FOOTBALL Arrivé en janvier à Paris, le joueur s'est vite imposé, devenant l'un des moteurs de l'équipe qui pourrait réaliser un triplé historique : championnat, Coupe de France et Coupe d'Europe.

Un signe qui ne trompe pas ! Il est aujourd'hui devenu fréquent dans les rues de Paris de croiser des gamins avec un maillot du PSG floqué au nom de Kvaratskhelia : Kvara. Exit Mbappé, parti sous les cieux madrilènes ! Arrivé au PSG en janvier en provenance du Napoli, Khvicha Kvaratskhelia (24 ans) n'a pas mis longtemps à s'imposer comme l'un des hommes forts de l'équipe parisienne. Buteur, passeur, décisif dans les grands rendez-vous, l'ailier géorgien a été l'un des artisans majeurs du parcours européen du club qui jouera une finale de Ligue des champions dans quinze jours. « Heureux d'être ici, avec ces gars, avec ce club... Je suis très heureux, car nous sommes en finale et pour moi, c'était un rêve : tout s'est passé si vite. Ce sera un match difficile contre l'Inter », déclarait-il après avoir sorti Arsenal en demi-finale et offert de son aile gauche un nouveau caviar

de passe ayant permis à Achraf Hakimi de mettre définitivement le PSG à l'abri d'une mauvaise surprise.

Dribbles fracassants, conduite de balle exceptionnelle, comme le rappelait il y a peu Vikash Dhorasoo, retours défensifs, frappes puissantes, altruisme, l'ancien Napolitain, qui a vite trouvé sa place au sein de l'effectif parisien, est l'archétype du joueur moderne. Lors de son passage à Naples, son entraîneur, Luciano Spalletti, était dithyrambique à son sujet : « Il est unique dans ses dribbles et dans son toucher de balle, et c'est difficile de défendre contre lui. Il aura un grand avenir. » Même son de cloche chez son nouvel entraîneur, Luis Enrique : « On a eu l'option de le signer ici, il y a une saison, mais on n'a pas pu le faire. On le connaît très bien, il est très jeune, mais il a beaucoup d'expérience, c'est difficile de trouver ça chez un attaquant. »

Une ascension fulgurante dans le cœur des supporters pour ce Géorgien dont on ne savait pas grand-chose lors de son arrivée en France. Enfin presque, car les échos venus

du sud de l'Italie laissaient déjà entrevoir son fort potentiel. Chez les Napolitains, le Géorgien s'est vite fait un surnom, et pas des moindres : « Kvaradona ». En hommage à l'idole de toujours du peuple napolitain, il est devenu par sa capacité à faire des différences le nouveau Diego Maradona, ce qu'il n'a jamais voulu vraiment assumer : « C'est une grande responsabilité d'être mentionné dans la même phrase que lui. »

PARCOURS MÉTÉORIQUE

Formé au Dinamo Tbilissi (Géorgie), où il débute chez les professionnels, son parcours est météorique. Il passe ensuite par le FC Roustavi (Géorgie), le Lokomotiv Moscou (Russie), le Rubin Kazan (Russie), où il rompt son contrat en mars 2022 en raison de l'invasion de l'Ukraine et des pressions exercées par son pays, qui a rompu ses relations diplomatiques avec la Russie. Il termine sa saison avec le Dinamo Batoumi, qui sera sacré champion de Géorgie. Repéré, il rejoint alors le SSC Napoli, avant de signer en janvier à Paris pour devenir le premier joueur géorgien de l'histoire du club de la capitale. Le montant du transfert est estimé à 70 millions d'euros.

C'est aussi en équipe nationale qu'il franchit les marches quatre à quatre. Il honore sa première sélection avec l'équipe de Géorgie à 18 ans, en juin 2019, à l'occasion

d'un match des éliminatoires de l'Euro 2020 face à Gibraltar. Il est titularisé sur l'aile gauche de l'attaque. Son équipe s'impose par trois buts à zéro. En mai 2024, il fait partie de la liste des 26 joueurs convoqués par le sélectionneur Willy Sagnol pour disputer l'Euro en Allemagne. Le 26 juin, il inscrit son premier but dans le tournoi face au Portugal lors du dernier match de poules. Ce but offre à la Géorgie la possibilité de se qualifier pour les huitièmes de finale, où elle sera battue par l'Espagne, future championne d'Europe. Une première dans l'histoire du football géorgien.

Lui reste maintenant à confirmer avec le club parisien dans les quinze jours qui viennent. Alors que le championnat de Ligue 1 se termine ce samedi avec un match face à l'équipe d'Auxerre pour le PSG, qui fêtera son titre acquis depuis le 5 avril, tous les yeux sont tournés vers les prochaines échéances. Une finale de Coupe de France le 24 mai contre Reims et, une semaine plus tard, à Munich, une finale de Ligue des champions face à l'Inter Milan. Kvara pourrait être l'homme d'un triplé historique qui permettrait au PSG de rejoindre quelques grands clubs du foot européen : l'Ajax d'Amsterdam, Manchester United, le FC Barcelone, l'Inter Milan ou encore Manchester City en 2023... ■

ÉRIC SERRES



« Kvaradona » est le premier Géorgien à porter les couleurs du club parisien.
MATTHIEU MIRVILLE/ZUMA/SIPA

PORTRAIT

Miroir du Cyclisme revient !

GRÂCE À VOUS... Participez au retour du magazine mythique de la petite reine !

À l'heure des grands changements dans ce sport, nous souhaitons revenir à ce qui anime le cyclisme : la dimension humaine, les histoires qui émaillent les parcours des coureurs, le sens du collectif, avec la volonté de « dire » notre époque.

VOUS POUVEZ FAIRE UN DON EN LIGNE, SUR NOTRE PAGE DE FINANCEMENT PARTICIPATIF →

Participez au retour du magazine mythique de la petite reine !

MIROIR DU CYCLISME

■ Je souhaite que mon nom apparaisse sur le mur des donateurs et donatrices du futur site de *Miroir du Cyclisme* en remerciement de mon soutien.

Magazine de 124 pages au format 23x30

QR code

JE CHOISIS LE MONTANT DE MA CONTRIBUTION

15 € Je réserve le magazine (frais de port inclus)

25 € Je reçois le magazine / la casquette Miroir du Cyclisme

100 € On m'offre le magazine / la casquette Miroir du Cyclisme / 1 poster grand format

NOM / PRÉNOM _____

ADRESSE _____

VILLE _____

CODE POSTAL _____

TÉLÉPHONE _____

E-MAIL _____

250 € On m'offre le magazine / la casquette Miroir du Cyclisme / 1 poster grand format / 1 entrée à la Fête de l'Humanité pour y rencontrer l'équipe de *Miroir du Cyclisme*

Montant libre Je soutiens l'aventure en faisant don de _____ €

À renvoyer rempli et accompagné d'un chèque à l'ordre de l'Humanité en partage à : L'HUMANITÉ, Miroir du Cyclisme Immeuble Callope 5, rue Pleyel 93528 Saint-Denis CEDEX

DÉFISCALISATION Votre don vous donne droit à une réduction d'impôt de 66% dans la limite de 20% du revenu imposable



Dominik Moll autopsie les violences policières

EN COMPÉTITION

De retour à Cannes après *la Nuit du 12*, récompensé par 6 Césars, Dominik Moll sonde dans *Dossier 137* les dysfonctionnements de la police pendant le mouvement des gilets jaunes. Avec Léa Drucker, remarquable, et une distribution à l'avenant.

Dossier 137, de Dominik Moll, France, 1h 56

O

ne se souvient de la bronca déclenchée en 2023 par la présence sur le tapis rouge de Johnny Depp, accusé de violences conjugales, et de la réaction jugée trop molle de la direction du Festival de Cannes. Désormais, l'heure n'est plus aux atermoiements quand il s'agit de MeToo et de violences et harcèlements sexuels et sexistes. À l'affiche de *Dossier 137*, de Dominik Moll, présenté en compétition, l'acteur Théo Navarro-Mussy, 34 ans, est visé par des accusations de viol de la part de trois anciennes compagnes qui ont déposé une plainte commune en 2023, comme le révèle une enquête de *Télérama*. Alerté le 8 mai par un courrier de l'ADA (Association des actrices), Thierry Frémaux, délégué général du festival, a déclaré l'agresseur présumé persona non grata sur la Croisette et rappelle que les producteurs devront à l'avenir assurer aux organisateurs

que «les conditions de sécurité, d'intégrité et de dignité des personnes ont été respectées tout au long du processus de fabrication». Avant même que n'entre en vigueur cette mesure inédite, l'intéressé a lui-même annulé sa venue à Cannes pour ne pas entacher la réputation du film.

UNE ÉCRITURE TRÈS FINE DES PERSONNAGES

La polémique évitée, le public de Cannes peut donc découvrir sereinement un film qui, à ce jour et sans rien préjuger de la suite, est le plus enthousiasmant de la compétition. Après le succès mérité de *la Nuit du 12*, la réouverture d'un cold case par un enquêteur de la PJ de Grenoble, Dominik Moll poursuit son immersion dans le milieu de la



Léa Drucker incarne Stéphanie Bertrand dans un jeu tout en sobriété. FANNY DE GOUVILLE / MODDS

police. Inspiré de plusieurs affaires réelles, le scénario de *Dossier 137*, coécrit avec Gilles Marchand, revient sur les violences policières perpétrées pendant le mouvement des gilets jaunes. En décembre 2018, Guillaume Girard (Côme Peronnet), un apprenti électricien de 20 ans, est gravement blessé à la tête par un tir de LBD dans le quartier des Champs-Élysées. Enquêtrice à l'IGPN (la police des polices), Stéphanie Bertrand (Léa Drucker) est chargée de déterminer si les flics de la BRI, qui plaident la légitime défense, ont outrepassé leurs fonctions. Commence une captivante plongée dans les arcanes de l'institution policière, avec sa hiérarchie, ses syndicats (Alliance, ici rebaptisé Concorde) et ses arrangements pour couvrir les bavures. ■■■

■■■ Situé en décembre 2018, soit trois ans après les attentats de 2015, *Dossier 137* témoigne du revirement de la société française, les héros du Bataclan étant devenus la cible du slogan Acab (« All cops are bastards », « tous les flics sont des salauds »). N'en déplaise à celles et ceux qui ne manqueront pas d'accuser Dominik Moll de faire un film anti-police, son regard est équilibré et ne verse jamais dans la caricature. Mais comme le dit le personnage de Stéphanie à la fin, tout est une question de point de vue. Ancienne des stups, l'enquêtrice de l'IGPN est aussi une femme séparée, mère d'un jeune ado et, comme la famille de Guillaume, originaire de Saint-Dizier, dans les Vosges, où vivent encore ses parents. Ce qui permet au cinéaste des incursions dans la France des ronds-points, mettant au jour la coupure entre deux mondes qui se toisent sans se parler. L'écriture très fine des personnages éclaire la proximité entre les policiers et les manifestants, qui, bien souvent, appartiennent aux mêmes classes populaires et peinent à joindre les deux bouts. À l'image du collègue de Stéphanie (Jonathan Turnbull), surpris d'apprendre qu'une suite d'un grand hôtel des Champs-Élysées coûte l'équivalent d'un mois de salaire.

Une captivante plongée dans les arcanes de l'institution policière.

Également présente à Cannes dans *l'Intérêt d'Adam*, de Laura Wandel, ouverture de la Semaine de la critique, Léa Drucker est encore une fois remarquable. Son jeu tout en sobriété contraste avec son rôle de flic volcanique et anti-féministe dans *le Mélange des genres*, de Michel Leclerc. Avec son chef opérateur, Patrick Ghiringhelli, Dominik Moll a opté pour un traitement de l'image sobre, réaliste et l'utilisation de plusieurs formats : photographies des manifestations de gilets jaunes, recréation de petits films tournés au téléphone portable quand la famille Girard monte à Paris en voiture en chantant du Joe Dassin, vidéos de chats que regarde la mère de Stéphanie pour se persuader que le monde n'est pas violent. Et surtout celles qui documentent les violences policières, répertoriées à l'époque par le journaliste David Dufresne sur le compte Twitter « Allô place Beauvau ». On pense d'ailleurs à son documentaire *Un pays qui se tient sage*, pour ce qu'il dit des failles de notre démocratie et du rapport à la loi, et au livre de Sophie Divry *Cinq mains coupées*, restitution littéraire de paroles de mutilés. L'ultime séquence, probable condensé de témoignages de victimes, accentue le troublant effet de réel qui s'en dégage. ■

SOPHIE JOUBERT



SEMAINE DE LA CRITIQUE *Reedland*, la mort au coin des roseaux

Reedland, de Sven Bresser, Pays-Bas, 1h 52

Braquez une caméra sur un objet, fixez-le assez longtemps et il finira par vous paraître étrange, source de malaise. Le jeune cinéaste néerlandais Sven Bresser a bien intégré cette vieille leçon de mise en scène dans *Reedland*, son premier film. Les plans s'éternisent sur ces champs de roseaux qui forment le décor de ce thriller rural dans lequel un paysan taiseux découvre un cadavre dénudé de jeune femme. Marqué, il entreprend de mener sa propre enquête. Mais sa curiosité a l'air de cacher autre chose. Serait-il le prédateur qu'il entend débusquer ? Habituée par une profonde ambiguïté, cette proposition batave surprend par ses allers-retours entre le naturalisme et la grammaire plus onirique de l'horreur folk (on pense à *The Wicker Man*). ■

UN CERTAIN REGARD Céspedes regarde le mal en face

Le Mystérieux Regard du flamant rose, de Diego Céspedes, France-Allemagne-Espagne-Chili-Belgique, 1h 44

Dans un village minier du Chili au début des années 1980, une communauté queer est ostracisée par le reste de la population. Elle est accusée d'être responsable de la propagation d'une étrange épidémie qui se transmet par le regard. Mythes et fantasmes confrontent la réalité du sida dans cette tragi-comédie où des travestis flamboyants luttent pour leur survie. L'originalité du film vient d'un récit qui se dessine du point de vue de Lidia, 11 ans. Certes, avec sa patine vintage et son entame intrigante, le film peine à tenir la distance, plombé par quelques séquences maladroites. Il n'empêche, le harcèlement institutionnalisé ainsi que la violence meurtrière mise à jour renvoient l'œuvre à des thématiques contemporaines où l'obscurantisme et l'homophobie décomplexée le disputent à la peur de l'inconnu. ■ M. M.



FESTIVAL DE CANNES

Sirât, d'Oliver Laxe,
Espagne-France, 1h 55

Dans l'islam, on décrit le pont Al-Sirât comme un passage qui s'étend au-dessus de l'enfer et conduit au paradis. Encore faut-il pas tomber. Fort de cette image et décidé à transcender ce qu'il appelle à juste titre la thanatophobie de nos sociétés, le réalisateur espagnol Oliver Laxe (prix du Jury de la section Un certain regard en 2019 pour *Viendra le feu*), a bâti un récit assez fascinant,

utilisant pour cela tous les moyens qu'offre le cinéma. Une histoire qui, comme deux de ses précédents opus, *Vous êtes tous des capitaines* (2010) et *Mimosas, la voie de l'Atlas* (2016), se situe au Maroc.

À L'ASSAUT DES MIRAGES

Luis (le talentueux mais trop rare Sergi Lopez), accompagné de son fils Esteban, est à la recherche de sa fille, disparue il y a cinq mois, quelque part au royaume chérifien. Il débarque dans les montagnes du Sud marocain, au milieu d'une improbable rave party. Un décor magique, rugueux et sec aux couleurs chaudes, vibrant au rythme de la

musique techno, où se déhanchent des centaines de jeunes venus dont on ne sait trop où jusqu'à l'arrivée de l'armée qui met fin à la fête. Les organisateurs, une bande de quadras borderline (des premiers rôles), dont un unijambiste et un manchot, décident de s'enfoncer dans le désert pour y installer à nouveau leursenceintes. Ils sont fragiles et pleins d'humanité. Luis et Esteban les suivent.

Commence alors un incroyable road movie, filmé avec audace par Mauro Herce (chef opérateur ici mais réalisateur ailleurs) dans la poussière et la saturation de la lumière, multipliant les fondus enchaînés. On ne sait plus vraiment ce qui les anime. Une excitation existentielle sourde de ce voyage à l'assaut des mirages. Jusqu'au premier drame (nous n'en dirons pas plus) qui va transformer ce périple en un voyage au bout de l'enfer justement. Oliver Laxe utilise une pellicule 16 mm au grain brut et granuleux. Une texture qui entre en osmose avec la musique, de la technobrute, et des sons d'atmosphère, comme le vent et les tempêtes de sable, largement amplifiés. Le spectateur est enfermé dans cet univers beau, épuré et terrifiant, jusqu'à l'épreuve finale. ■

PIERRE BARBANCEY



Avec
Sergi Lopez
(à droite).

HORS COMPÉTITION Tom Cruise, acteur tout-terrain

Mission : Impossible. The Final Reckoning, de Christopher McQuarrie, États-Unis, 2 h 49

Tom Cruise a l'habitude des accueils en fanfare à Cannes. Pour le précédent volet de la saga *Mission : Impossible*, la patrouille de France avait déployé ses fumées bleu-blanc-rouge au-dessus de la Croisette. Pour ce huitième opus, des beatboxers, un orchestre puis un DJ ont repris le thème musical iconique de Lalo Schifrin. Cette fois, Ethan Hunt (Tom Cruise) affronte une intelligence artificielle, « l'Entité », qui a piraté l'arsenal nucléaire de plusieurs puissances. Son but, provoquer un conflit majeur pour détruire le monde et imposer le sien. Physique impressionnant, Tom Cruise signe des cascades aquatiques et aériennes époustouflantes. Le réalisateur imprime un rythme d'enfer pendant 2 h 49 et interroge les velléités guerrières des différentes nations. C'est gentiment pacifiste et diaboliquement efficace. ■ M. M.

La liberté n'est pas une pantalonnade

PLATEFORME Sur Arte.tv, la série lettone *Soviet Jeans* se focalise sur ce vêtement vu comme un élément de soft power occidental visant à déstabiliser l'URSS.

Soviet Jeans, Arte.tv

La Lettonie et sa capitale Riga sont bien loin de Moscou. Mais, en 1979, la bureaucratie qui régit la vie des habitants du bloc soviétique y est aussi tatillonne qu'ailleurs. Renars (Karlis Arnolds Avots) en sait quelque chose : jeune costumier de théâtre, il revend aussi au marché noir des articles de contrebande venus de l'Ouest, jeans, tee-shirts et cassettes de rock, autant par nécessité financière que par envie de liberté. Car si la capitale des Républiques socialistes est éloignée, les frontières occidentales sont proches, et Riga attire de jeunes touristes avec qui l'on peut facilement troquer.

Hélas ! Ses activités lui valent la surveillance étroite de Maris (Igors Selegovskis), un agent local du KGB qui l'oblige à mourir pour lancer sa carrière. Le bureaucrate ambitieux est de la race qui toujours perdure, peu importe le régime : fort avec

les faibles, faible avec les forts, il incarne à lui seul le principe mécanique d'une société oppressive. D'autant que son idéalisme politique se teinte à sa convenance de buts plus personnels. Ainsi quand la belle metteuse en scène avant-gardiste finlandaise Tina (Aamu Milonoff) débarque, il n'hésite pas à se débarrasser de son rival Renars, dont elle est amoureuse, sous un prétexte très léger. Direction l'hôpital psychiatrique.

Mais, là encore, ce sont les faux-semblants qui dirigent la vie quotidienne. D'abord parce qu'il y a peu de vrais malades mentaux dans l'établissement, mais beaucoup

de dissidents. Ensuite parce que ce qui n'était qu'un petit trafic au-dehors va ici passer à l'échelle industrielle, au profit d'un cadre de l'hôpital qui pourtant prêche

publiquement la rectitude morale : « Ceci n'est pas un jean, c'est une balle ennemie qui vise notre société socialiste », assure-t-il avant de brûler, pour se couvrir, ce symptôme d'une « maladie qui se propage ». Renars lui-même va changer dans cet environnement, laissant parfois ressortir le tyran qui sommeille en chacun de nous.

Les faux-semblants dirigent la vie quotidienne.



Karlis Arnolds Avots (à la machine) a reçu le prix du meilleur acteur à Séries Mania 2024.

Le jean est un élément de soft power comme un autre. Renars, qui n'a pourtant rien d'un révolutionnaire, brandit cet étendard au nom d'une jeunesse qui étouffe dans une société pesante. Ses besoins primaires sont satisfaits par l'État, mais après ? Placer le cœur de la série dans un lieu de culture et d'imagination illustre combien cette génération, qui n'avait rien connu d'autre que la société de l'homme nouveau mais lorgnait avec envie la consommation de masse de l'Ouest, pouvait être frustrée de ne pas pouvoir combler ses appétits et son imaginaire. Karlis Arnolds Avots, prix du meilleur

acteur à Séries Mania 2024 (la série, elle, a obtenu le prix du public), interprète justement cette soif de liberté qui s'épanche dans la bonne humeur, touche de couleur bienvenue dans la grisaille ambiante.

On pourra regretter qu'encore une fois la fiction ne montre qu'une facette de la réalité (certes sombre), se concentrant sur le dévoilement de la belle idée communiste sans réellement en questionner le fond. Corollaire : la liberté ne s'exprime ici que par la consommation, et cela mérite aussi d'être questionné. Malin, bien qu'occidento-centré. ■

GRÉGORY MARIN

(Publicité)

SOUTENEZ L'ALBUM DES 130 ANS DE LA CGT

★ CHANTS DE LUTTES D'HIER ET D'AUJOURD'HUI
★ + DE 20 ARTISTES MOBILISÉ·E·S

Derniers jours pour faire un don

ULULE

CGT LA VIE OUVRIÈRE L'ENTREPRISE DE PRESSE DE LA CGT

contrepied productions

https://urls.fr/cMIH52

QR code

« *La Haine* a permis de montrer qui nous sommes »

SPECTACLE MUSICAL

Trente ans après la sortie de son film culte, Mathieu Kassovitz fait revivre la réalité des quartiers populaires sur scène. Un moment exclusif, qui sera joué pour la première fois en extérieur à la Fête de l'Humanité. Rencontre avec les comédiens Alivor et Samy Belkessa.

Si *la Haine* est la première comédie musicale présentée à la Fête de l'Humanité, c'est aussi votre première comédie musicale à vous, en tant qu'acteurs...

Alivor C'est un spectacle auquel j'arrive à m'identifier, c'est pour ça que j'ai accepté ce rôle. On peut penser que le format comédie musicale va dénaturer le propos. Mais quand j'ai vu qui était derrière – Mathieu Kassovitz, Serge Denoncourt, Émilie Capel ou encore Proof –, je me suis dit qu'on avait l'occasion de nous réapproprier les choses, d'essayer de rétablir l'image des quartiers aux yeux du peuple.

Le spectacle, comme le film il y a trente ans, raconte la vie de trois personnages dans la cité des Muguet. Le public qui vient vous voir est très varié, pas forcément familier des quartiers populaires. Quelle est sa réaction ?

Samy Belkessa Notre public venait principalement de la comédie musicale et était habitué à des formats comme *Starmania* ou *les Dix Commandements*. Au début, je pensais que cette relation allait donc être un peu compliquée. Mais ce spectacle est conçu pour les gens qui ne sont pas de la banlieue, c'est une – belle – représentation de notre vie. *La Haine* a permis de montrer au monde ce qu'était une banlieue française et qu'il n'y a pas que de la violence : il y a surtout de l'amour, de la fraternité et du partage.

Et on rigole ! Du malheur, de la pauvreté, de plein de choses, tout en gardant la tête sur les épaules...

Avez-vous un souvenir de la première fois où vous avez vu le film ?

ENTRETIEN

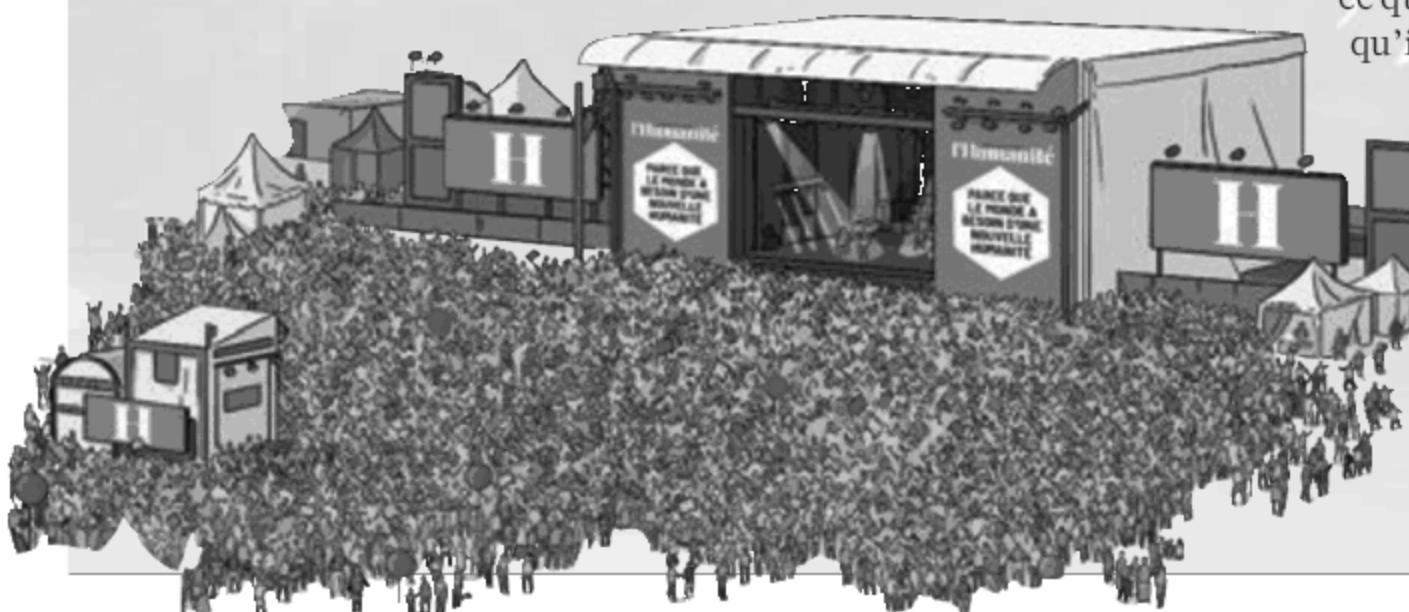
Samy Belkessa J'étais très jeune, c'est mon grand frère qui me l'a montré à l'époque. La première fois, je le voyais comme une comédie. Quelques années plus tard, avec plus de maturité, j'ai commencé à comprendre les problématiques sous-jacentes. J'ouvrissais la fenêtre de mon appartement, je regardais ma cité : j'avais l'impression d'être dans *la Haine*. C'est le premier film qui a donné de l'espoir aux banlieues.

Alivor *La Haine* faisait également partie des films de chevet de mon grand frère. Cette comédie musicale est pour moi une manière de rendre hommage à une œuvre qui m'a structuré et inspiré. À travers Hubert, j'arrive à m'identifier, à me dire que les renois peuvent aussi être acteurs. Si aujourd'hui je suis artiste, c'est peut-être aussi grâce à toutes ces choses qui m'ont montré que c'était possible.

L'4MOUR, chanté par Alivor, est un titre rempli d'émotions, partagé avec l'ensemble des artistes sur scène, un moment plein de sincérité. Que ressentez-vous à cet instant ?

Alivor Quand je chante *L'4MOUR*, je suis en mission. J'ai l'impression de représenter la voix du peuple, la voix de ceux qui nous regardent. À ce moment-là, je suis juste un outil, un haut-parleur. C'est là que le message de *la Haine* a un impact. J'arrive à l'extérioriser grâce à ce qui se passe tout au long du spectacle, grâce aussi à tous mes acolytes et au public. On ressent une grosse énergie à ce moment-là.

Samy Belkessa C'est le morceau de la troupe, des 25 danseurs sur scène. Il te prend naturellement, après deux heures d'un spectacle rempli d'émotions. Tout est joué, mais en tant que comédiens, on le ressent, on le vit. On pense à ce qui nous est arrivé pour le jouer sur scène. Le fait de chanter frontalement devant le public, de voir les larmes de certaines personnes, les poings levés d'autres, tout cela augmente l'intensité du morceau.





Alexander Ferrario, Alivor et Samy Belkessa reprennent les rôles tenus au cinéma par Vincent Cassel, Hubert Koundé et Saïd Taghmaoui. ANTHONY GHNASSIA

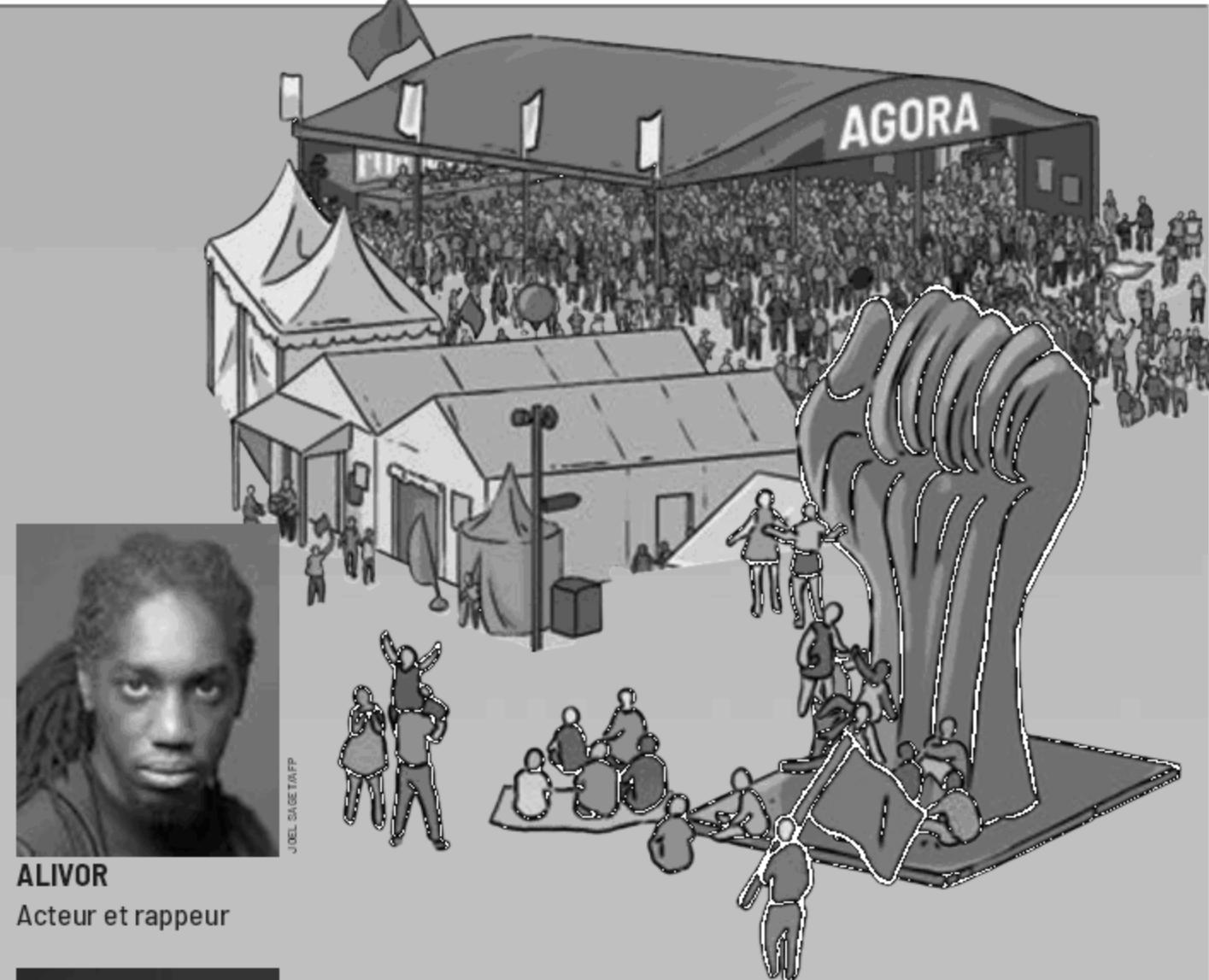
L'un des thèmes musicaux les plus marquants est cette reprise du *Chant des partisans*, un chant de résistance de la Seconde Guerre mondiale, modernisé par Proof. Comment résonne-t-il en vous ?

Alivor Ce titre montre qu'il y a beaucoup de parallèles, que beaucoup de choses vécues auparavant le sont encore aujourd'hui. D'une certaine manière, on se bat pour nos vies, face à l'oppression. Ce *Chant des partisans* a été écrit dans un autre contexte mais trouve aujourd'hui un écho. Nous sommes les héritiers de nos aïeux, nous défendons les valeurs de la République, la devise de ce pays. Cette devise-là « Liberté, Égalité, Fraternité », on ne la retrouve pas dans les médias. *Le Chant des partisans*, c'est ce chant révolutionnaire, c'est ce que nous

sommes au quotidien. Révolutionnaires, malgré nous : ce que l'on veut, c'est vivre en paix.

Aujourd'hui, la représentation culturelle des quartiers populaires est plus grande, notamment dans les clips. Pensez-vous que le film a apporté cette visibilité dans la culture générale ?

Samy Belkessa Auparavant, tu n'osais pas trop dire que tu venais des quartiers. Tu pratiquais ton art, mais on ne sortait rien, tout restait entre nous. Aujourd'hui, le rap est la musique la plus écoute dans le monde. *La Haine* a permis de montrer qui nous sommes et nous a permis de montrer ce que nous savons faire, que ce soit du rap, de la danse, ou toute autre forme d'art.



ALIVOR

Acteur et rappeur



SAMY BELKESSA

Acteur

Trente ans séparent le film, sorti en 1995, et le spectacle musical, en tournée. Il y a beaucoup de ponts entre les deux, tant culturels que politiques. Musicalement, Édith Piaf rencontre Aya Nakamura, Jean-Marie Le Pen est cité dans le film, aujourd'hui c'est Jordan Bardella... **La Haine traverse le temps ?**

Alivor « Jusqu'ici, rien n'a changé »... D'un point de vue culturel et social, c'est court, trente ans. Les problèmes sont les mêmes, c'est juste la forme qui a changé. On a remplacé Le Pen par Bardella... Ce que nous vivons aujourd'hui, d'autres l'ont vécu, juste d'une autre manière.

Une différence, peut-être, se trouve dans la médiatisation, notamment des banlieues, mais aussi des bavures policières. Le spectacle est sorti un an après la mort de Nahel...

Samy Belkessa Il y a trente ans, il n'y avait pas de téléphone, mais déjà des bavures et personne n'était au courant. Aujourd'hui, les personnes frappées et les morts sont filmés, on voit ce qui se passe et rien ne change. En ce sens, je trouve que ça a empiré. Tu peux ressortir millionnaire en assassinant un enfant (une cagnotte lancée par l'extrême droite a permis au policier qui a tué Nahel de récolter 1,6 million d'euros – NDLR)... C'est aussi l'une des raisons de la tenue de ce spectacle. En tant qu'artistes, nous faisons des piqûres de rappel, nous montrons que nous sommes encore là et qu'il est temps que tout cela change. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR SÉBASTIEN MARTINEZ-CERISIER

La Fête de l'Humanité
12 • 13 • 14 Septembre 2025 LA BASE 217 (91)
Le Plessis-Pâté / Brétigny-sur-Orge

OFFRE SPÉCIALE LECTRICES ET LECTEURS DE l'Humanité

PASS 3 JOURS À 50€

BON DE COMMANDE PASS 3 JOURS

Merci de bien vouloir renseigner l'intégralité des champs, toutes les informations sont nécessaires pour l'édition des billets.

Nom / Prénom

Adresse

Code postal

Ville

Tél.

E-mail

Je souhaite recevoir à mon domicile

Pass 3 jours x 50€ =

(frais de port inclus)

Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de « Société nouvelle du journal l'Humanité ») à :
l'Humanité - Billetterie Fête de l'Humanité - 5, Rue Pleyel - 93528 Saint-Denis Cedex



AGORA

Pourquoi la dépression progresse-t-elle chez les enfants?

SANTÉ MENTALE Toutes les études et les observations des professionnels de terrain attestent d'une montée en puissance de la détresse psychologique et de troubles psychiques et comportementaux affectant de plus en plus de jeunes mineurs.

Les dépressions chez les plus jeunes ont fortement progressé dans la dernière décennie. L'étude Enabee réalisée en 2021-2022 montre que 13 % des enfants en école élémentaire présentent « un trouble probable de santé mentale ». Selon la Drees, la détresse psychologique touche une minorité grandissante d'enfants et d'adolescents, encore aggravée par la crise du Covid. Le nombre d'enfants qui ont consulté a doublé. Plusieurs études montrent encore que la situation s'aggrave aussi chez les adolescents et les jeunes adultes avec la multiplication de pensées suicidaires. L'Association française des psychologues de l'éducation nationale Île-de-France a organisé le 29 mars dernier une journée d'étude intitulée « Dépression(s) chez l'enfant » (1) et a fait état de l'ampleur de la dégradation. Trois psychothérapeutes de terrain en expliquent les ressorts et les implications pour la société.

Dans la dernière période, et notamment depuis la crise sanitaire, les dépressions chez les enfants et les jeunes seraient en expansion. Cela correspond-il à l'évolution que vous constatez vous-même ?

Anna Konrad Pour ma part, je constate une aggravation des symptômes de dépression présentés par les enfants et une augmentation des demandes de soin. Les adolescents expriment plus souvent et plus facilement qu'auparavant des idées dépressives et suicidaires.

Laurence Aly Dans les écoles maternelles, nous enregistrons une augmentation du nombre d'élèves présentant des retards dans leur bonne entrée dans la parole et dans le développement qui vont impacter la scolarité. Concernant l'apparition de ces difficultés psychocomportementales et cognitives chez les enfants, peu d'éléments permettent cependant de conclure à un avant et un après Covid dans la mesure où cette augmentation était déjà remarquée avant la crise sanitaire.

Clément Rizet Il y a en effet une augmentation des cas de dépression et l'expansion des symptômes à des manifestations spécifiques. Après les avoir étudiées chez les étudiants, j'observe pour ma part au sein d'un CHU pédiatrique parisien certaines séquelles de ces dépressions chez des enfants et des adolescents développant des somatisations. Les symptômes de souffrance psychique observés pendant et après la série des confinements ne nous sont pas inconnus. Ils se rencontrent chez les détenus comme adaptation pathologique à l'enfermement, qui contraint la vie mentale au ralentissement, à la restriction relationnelle et s'accompagne d'effets dépressifs. L'être humain est un « animal politique », comme le définissait Aristote, donc social. L'accordage affectif, relationnel et cognitif entre soi et autrui est d'importance vitale sur le développement précoce. Les expériences d'échange entre soi et les autres ont été mises à mal de façon durable par la « distanciation sociale ».

Laurence Aly La crise du Covid est parfois interprétée du côté du discours, qui porte l'accent sur le port du masque comme un élément ayant fait obstacle à l'entrée de l'enfant dans le langage. Le masque est mis en cause dans les retards ou dans les troubles du langage. Or, rien ne dit dans la clinique que l'entrée dans la parole et le langage se fait par imitation des mouvements de la bouche et placements de la langue. Les effets de la crise sanitaire n'ont de sens que dans le cas par cas. Quant à la « dépression chez l'enfant », nous n'avons pas d'indications qui permettraient d'en faire une catégorie clinique propre. L'effet dépressif est transversal et peut se manifester chez l'enfant quel que soit le diagnostic par ailleurs. La tristesse et le chagrin ne sont pas des maladies. Ce sont des symptômes dont les causes sont multiples et souvent difficiles à cerner. On ne peut pas les rassembler sous l'étiquette « dépression ».

Quels sont les signes d'une dépression chez l'enfant ?

S'exprime-t-elle différemment chez les adolescents ?

Clément Rizet La dépression est une réponse psychique et corporelle à la perte quand elle est impossible à transformer dans un devenir. Il s'agit, chez l'enfant et l'adolescent, davantage d'une anesthésie des affects que d'effondrement. Il faut différencier les états dépressifs caractérisés par le désinvestissement émotionnel et cognitif de soi et d'autrui des mouvements dépressifs transitaires que sont des périodes de deuil inhérentes à une croissance psychique saine, car il n'y a pas de croissance sans perte. Les signes de dépression chez l'enfant correspondent à l'inhibition psychique, motrice et relationnelle. Le manque d'appétence, donc d'attention, des somatisations (douloureuses notamment), des pleurs ou colères inopinées se mettent souvent en place. À l'adolescence, l'effondrement moral avec perte de l'humour, sentiment de culpabilité, ralentissement de la réflexion est assez rare, masqué par la somatisation, le retrait social, l'échec scolaire, la morosité, la baisse des intérêts, des troubles du sommeil. Seuls des entretiens menés avec tact par des professionnels aguerris (psychiatres ou psychologues) peuvent permettre un repérage fiable.

Anna Konrad La dépression se distingue des affects dépressifs passagers. Nous devons nous alerter devant un enfant ayant perdu le caractère spontané et joyeux de son activité, sa curiosité, ou présentant une hyperactivité improductive, une mauvaise image de soi, une irritabilité. L'enfant jeune peut rarement nommer ses affects, et cela jamais sans une aide attentionnée. Chez l'adolescent, une addiction, des comportements à risque, des troubles du comportement alimentaire, des difficultés à étudier peuvent révéler un état dépressif. Une dépression grave chez l'adolescent peut parfois être le début d'une pathologie psychiatrique.

Laurence Aly Quand on est enseignant ou directeur d'école, on est appelé à accueillir l'enfant à l'école. Le psychologue de l'éducation nationale accompagne ce mouvement et ouvre en plus un espace pour dire dont l'enfant pourra se saisir à sa guise. Il ne répond pas à la place de l'enfant à la question de la cause de son chagrin. L'école peut être le lieu de manifestations symptomatiques et de « crises » très importantes. Ce n'est pas anodin, c'est quelque chose qui doit être pensé et non pas faussement réglé dans un esprit administratif. Ce sont en effet les signes subjectifs de la tristesse qui constituent de la matière clinique. L'histoire de l'enfant ne peut alors pas être laissée de côté. Lorsque

la pédopsychiatrie s'exerce à réduire l'enfant à son cerveau, elle tente d'objectiver la tristesse de l'enfant à partir d'échelles qui vont évaluer par exemple la perte d'appétit, le sommeil, l'agitation psychomotrice. En réalité, ce réductionnisme n'est pas sans lien avec la crainte que l'adulte éprouve face à l'enfant en « crise », face à son chagrin.

Quelles sont alors les formes et les causes actuelles ?

Anna Konrad Je reçois des petits enfants avec des retards de langage, dans l'expérimentation de leur motricité, des difficultés de socialisation qui peuvent être liés à des formes de dépression familiale, tout autant qu'à une surexposition aux écrans. Des difficultés d'apprentissage recouvrent parfois un profond manque de motivation qui peut être d'origine dépressive. L'adolescent qui connaît un état dépressif utilise souvent son téléphone d'une façon addictive pour restreindre ses relations sociales.

Laurence Aly La cause de l'effet dépressif peut être un traumatisme comme un simple chagrin de la vie quotidienne. Selon la psychologie clinique, un même symptôme peut revêtir différents sens tout au long de la scolarité de l'enfant. L'empêchement de l'enfant dans sa mise au travail à l'école n'a pas une cause unique. Il peut avoir rencontré un élément dans le contenu du cours qui engage sa relation affective et intellectuelle au savoir. Il peut avoir peur de grandir. Il peut être en colère. Le sens du symptôme n'est pas figé dans le temps.

Anna Konrad Nous ne connaissons pas les causes biologiques de la dépression qui se limitent en tout cas à des facteurs de vulnérabilité. Une expérience de vie ludique et joyeuse est indispensable au développement de l'enfant, d'abord dans la relation avec les proches, puis au cours de la socialisation. La dépression peut prolonger la perte d'une relation ou d'un environnement favorable au bien-être. Plus globalement, les ruptures, les altérations et les accidents qui affectent ce monde de relations essentielles peuvent conduire à une dépression. Ils peuvent être de nature traumatique. Des mauvais traitements, dont les abus sexuels, peuvent déprimer gravement l'enfant ou l'adolescent. Un harcèlement scolaire ou numérique peut déclencher ou révéler un état dépressif.

Clément Rizet Depuis la crise sanitaire, les signes infantiles et juvéniles sont similaires entre eux. Les addictions aux écrans et aux jeux vidéo sont courantes. Vécues comme refuge contre des pensées tristes, elles induisent troubles ■■■

ANNA KONRAD

Psychiatre,
psychanalyste,
médecin directrice
d'un CMPP en
Seine-Saint-Denis



LAURENCE ALY

Psychologue
de l'éducation
nationale



CLÉMENT RIZET

Psychologue clinicien,
hôpital Robert-Debré,
auteur de *Étudiants en
souffrance psychique*,
(l'Harmattan, 2021)

«Un harcèlement scolaire ou numérique peut déclencher ou révéler un état dépressif.»

«La tristesse et le chagrin ne sont pas des maladies, ce sont des symptômes.»

«La “distanciation sociale” a mis à mal durablement les expériences d'échange.»

■■■ du sommeil et de l'attention qui aggravent la dépression. Hélas, toute la société encourage l'usage addictif des écrans, y compris l'école, puisqu'elle les fait utiliser massivement. Les tentatives de suicide et les suicides aboutis ont à nouveau augmenté chez les jeunes après une relative stabilisation. Comme l'a montré le psychologue et anthropologue Michael Kral, la pensée suicidaire est devenue une « idée adéquate » chez les adolescents en réponse à la souffrance dépressive.

Comment lutter contre cette détérioration de la santé mentale ?

Laurence Aly Le champ de la santé mentale chez l'enfant fait actuellement la part belle aux diagnostics neurodéveloppementaux. Subordonner la recherche des causes de la maladie à une structure neurodéveloppementale supposée stable ne va pas sans l'idée que le psychologue est interchangeable et que son rôle se réduit à une prise en charge rééducative. Or, l'enfant a quelque chose à dire et le psychologue clinicien dans l'école est une présence auprès de l'enfant qui permet l'accès aux mots voire la transformation en mots de l'affect qui saisit son corps. Son travail ne consiste pas simplement à compiler les observations de l'enfant dans l'objectif d'obtenir un tableau de descriptions. Cela suppose un dispositif qui fait une place au psychologue au sein même de l'école.

Anna Konrad Les politiques gouvernementales de « santé mentale » voudraient soigner l'individu sans action sur les déterminants sociaux de la santé comme les infrastructures de soin accessibles, une scolarité de qualité pour tous, une protection de l'enfance soutenue par les pouvoirs publics. À l'inverse, une inflation de diagnostics portés dès la petite enfance génère des marchés bénéficiant à des activités économiques qui prospèrent dans un semblant d'activités de soin qu'elles miment. Certains de ces diagnostics bénéficient de promotions considérables qui priorisent les traitements médicamenteux aux effets pourtant limités, comme le trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité (TDAH).

Clément Rizet Appelons un chat un chat, je préfère parler de souffrance psychique que de « santé mentale ». Quand nous rencontrons des enfants ou adolescents dépressifs, c'est l'ensemble familial qui va mal. Tous ont besoin d'une écoute. La création d'espaces de circulation de la parole permet d'élaborer de nouveaux moyens pour lutter contre la souffrance psychique. Deux problèmes majeurs freinent la prise en charge de la dépression infanto-juvénile : un discours qui dénie la vie psychique et prône un tout biologique bien peu scientifique ; le manque de personnel pour proposer écoute, psychothérapies duelles et groupales. L'obsession d'un diagnostic sur des plateformes d'orientation, le transfert de compétences à des médecins généralistes et des infirmiers en lieu et place de pédopsychiatres et de psychologues, le négationnisme à l'égard du soin psychothérapeutique ont pour conséquence l'abandon des enfants, des adolescents dépressifs et de leurs familles.

Anna Konrad Les décisions politiques doivent mieux prendre en compte les acteurs de terrain de la psychiatrie et la majorité de leurs publics sans voix politique, souvent défavorisés. Le soin passe d'abord par la reconnaissance du vécu particulier de l'enfant ou de l'adolescent. Il faut du temps et de la disponibilité, un engagement personnel et une liberté suffisante par rapport à ses propres modèles psychopathologiques pour pouvoir incarner un partenaire fiable pour l'enfant et ses parents. Les traitements médicamenteux doivent être réservés aux cas sévères. L'essentiel du soin est relationnel, un soin que seule la réhabilitation du maillage institutionnel public, malmené toutes ces dernières années, pourra apporter à tous sans discrimination en signifiant ainsi à chaque enfant en situation de souffrance que son destin compte pour la société où il grandit. ■

TABLE RONDE RÉALISÉE PAR PIERRE CHAILLAN

(1) À lire : le dossier dans la revue *Psychologie & éducation*, éditée par l'Afpen.

De l'urgence à défendre la démocratie sociale

En évoquant les aides aux entreprises, on a pu entendre ou lire ces derniers temps : « l'État et la Sécurité sociale » ; c'est nouveau et c'est trompeur ! Très régulièrement, j'insiste sur l'importance des mots, sur leurs mésusages et leurs manipulations. On a là un exemple exemplaire, si j'ose la tautologie ! Ainsi la Sécu consentirait des aides aux entreprises... et l'État aussi. N'en doutons pas, demain c'est l'État qui viendra couper dans les retraites en rognant l'abattement fiscal de 10 %...

En revanche, c'est le gouvernement qui a offert aux habitantes et habitants de ce pays le 100 % santé. C'est lui qui va soulager Mayotte (après que l'État l'aura maintenu dans le sous-développement). C'est lui qui se présente comme le garant de la sécurité des Français. Quand c'est positif, c'est le gouvernement, quand c'est négatif ou quand cela pourrait être remis en cause, c'est l'État et aujourd'hui la Sécurité sociale.

S'agissant de l'État, ce n'est pas nouveau. « L'État opprime et la loi triche », affirment les paroles de *l'Internationale*. S'agissant de la Sécu, elle n'apparaît guère jusqu'à présent dans les « éléments de langage » du pouvoir.

Mais s'agissant des aides aux entreprises, c'est une fiction qui cherche à désengager la responsabilité du gouvernement derrière la notion floue (ou négative) entretenue de l'État ou imprécise de la Sécu. Car c'est bien le gouvernement, et non les instances

JEAN-PHILIPPE MILESY
Militant de l'économie sociale et solidaire

de la Sécu, qui décide des exonérations de charges, c'est-à-dire d'un détournement massif du salaire différé et socialisé des travailleuses et travailleurs que représentent les cotisations.

À l'heure où on célèbre, fort discrètement jusqu'à présent, les 80 ans de la « Sociale », on semble oublier ses fondamentaux et sa nature révolutionnaire : un système de solidarité financé par le travail – le salaire différé socialisé – et gouverné par ses cotisants à travers ses représentants syndicaux (ou mutualistes).

La Sécu originelle est nationale, pas étatiste ! Elle participe pleinement de la démocratie sociale définie par la conférence de l'OIT à Philadelphie comme un bien commun des peuples pour assurer la paix et la démocratie politique (1).

Il est vrai que depuis le début, les gouvernements successifs vont s'attacher à réduire cette dimension solidaire et démocratique. Car l'institution, née du CNR, défendue par Pierre Laroque et Ambroise Croizat, dérange d'autant qu'au seuil de la guerre froide, elle est, par l'élection, entre les mains de la CGT.

De la loi Morice, qui donne le régime obligatoire des fonctionnaires à leurs mutuelles (entre d'autres mains), aux ordonnances de 1967 qui imposent le paritarisme et la séparation en quatre caisses, le système initial est bouleversé, pour ne pas dire dénaturé.

Avec les stratégies libérales de chômage de masse (2), on voit les premiers grands déséquilibres



des comptes de la Sécu. Depuis, si la part des cotisations demeure prédominante, on assiste à une fiscalisation croissante des ressources (CSG) de la protection sociale et à une étatisation de la gestion des caisses.

Cette étatisation va conduire à une marginalisation des instances paritaires des caisses, à tel point qu'on parlera d'un paritarisme de représentation, pour ne pas dire de figuration. Alors, quand on laisse entendre que la Sécurité sociale consent des aides aux entreprises, on est dans l'abus de langage.

C'est bien le gouvernement qui décide des exonérations et non les instances des caisses, où l'autorité majeure est passée des conseils aux directeurs, qui sont tous des hauts fonctionnaires, certes de qualité, mais « politiques », c'est-à-dire s'inscrivant clairement dans les orientations du gouvernement et non dans les vues des partenaires sociaux.

Quand on se précipite à répéter comme un mantra « 100 % Sécu », en rayant d'un trait de plume le mutualisme et les institutions paritaires, on doit bien définir de quelle Sécu on parle pour ne pas se retrouver converger avec les schémas libéraux d'une Sécu socle avec pour seul recours les assurances privées.

Nous nous trouvons, aujourd'hui, devant une exigence de restauration de la démocratie sociale avec une Sécu rétablie dans ses principes fondateurs, avec un respect des partenaires sociaux et en premier lieu un respect de l'action syndicale et sa dépénalisation, un soutien aux associations et à la société civile organisée.

Et vous vous faites quoi demain ? ■

(1) Lire *l'Esprit de Philadelphie. La justice sociale face au marché total*, d'Alain Supiot, Seuil, 2010.

(2) Lire *le Choix du chômage*, de Benoît Collombat et Damien Cuvillier, Futuropolis, 2022.

LÉON XIV L'homme n'a publié à ce jour aucun écrit, et il s'est jusque-là montré avare en interviews. Depuis l'élection au trône de Pierre du cardinal Robert Prevost, le Vatican est donc le théâtre d'un vaste jeu de piste concernant Léon XIV, pape à énigmes. À ce jour, tous les vaticanistes s'interrogent et traquent les symboles, les mots et les actes pour tenter de cerner la personnalité de cet Américain qui a pris pour nom de règne Léon. Le soir de son élection, au balcon de la basilique Saint-Pierre, il a bien sûr scandé sa première intervention publique de nombreux hommages à son prédécesseur, François, multipliant les appels à « la paix ». Mais le lendemain, le ton de son homélie nous a rappelé sans contestation la référence au doctrinaire Benoît XVI (2005-2013) et son combat contre la « dictature du relativisme ». Que doit-on penser ? Continuité avec François ? Rupture ? Équilibre tactique ? Le dimanche suivant, lors de sa prière dominicale, il fit même référence à Jean-Paul II (1978-2005) : « N'ayez pas peur. » Puis à Paul VI (1963-1978) : « Plus jamais la guerre ! », référence à un discours à la tribune des Nations unies. Les observateurs s'attachent ainsi à tous les signaux, faute d'y voir clair.

MOTS Curriculum vitae en main, Robert Prevost laisse croire à un homme aux visages multiples. Théologien « hors norme », intellectuel à la formation solide, pasteur de terrain. Missionnaire des marges (qu'affectionnait François), mais gestionnaire confirmé, d'abord à la tête de l'ordre de saint Augustin, puis responsable

Monsieur Bayrou, libérez l'argent!

La France a besoin d'un choc d'investissement puissant pour reconquérir son appareil productif, pour produire des richesses, pour être moins dépendante des importations, qu'elles viennent des États-Unis ou d'Asie, et relever le défi climatique par la décarbonation, pour gagner la bataille de l'énergie, de l'acier, du logement, pour répondre aux attentes des Français avec des services publics qui fonctionnent.

Monsieur Bayrou, libérez l'argent ! Il faut oser. Ancien commissaire au Plan, vous aviez esquisonné un début de réponse dans un rapport publié en 2021 et intitulé « Face à la dette Covid, une stratégie de reconquête ». C'est vous-même qui m'avez suggéré de le lire. Dans ce rapport, vous annonciez « une révolution non bruyante », avec, je vous cite, « un plan, sur trois ou quatre années, qui ne devrait pas mobiliser moins de 450 à 600 milliards d'euros », « sous forme de prêt à taux 0 % » pour « reconquérir notre appareil productif ». Vous proposiez à l'État « de partager avec les Français une stratégie responsable : d'abord reconstruire, et après rembourser ». Chiche !

Ce serait un premier pas pour faire face à la guerre économique terrible qui se mène actuellement. Cela implique que l'État et les salariés reprennent la main sur l'appareil productif, les choix stratégiques des entreprises, le secteur bancaire et les principales richesses de la nation. Ne laissons plus les grands groupes jouer contre la France et les Français·es en menaçant des sites ou des filières stratégiques.

Dressons un plan ambitieux autour de la France des bâtisseurs pour financer nos barrages hydrauliques, nos centrales nucléaires, nos voies ferrées, nos infrastructures portuaires, routières, nos ponts, nos fleuves.

FABIEN ROUSSEL
Secrétaire national
du PCF

Il faut gagner la bataille de l'énergie et vite. Plutôt que d'acheter du GNL américain, produisons plus de nucléaire, électrifions les usages et divisons par quatre la facture d'énergie des entreprises comme des ménages. L'Allemagne, sous une autre forme, lance un plan de 500 milliards d'euros d'investissement sur dix ans et la France regarde ses pieds.

Nous ne rembourserons pas la dette par des économies mais, comme vous l'avez écrit, par la production de beaucoup plus de richesses. Il y a 6 000 milliards d'euros de dépôts bancaires dans les banques françaises et 1 300 milliards d'euros dans le pôle public bancaire constitué de la Caisse des dépôts, de la BPI et de la Banque postale. Cet argent, c'est le nôtre ! Ces investissements doivent servir notre avenir industriel comme celui de nos services publics. Il y a là des gisements d'emplois immenses et c'est la condition pour retrouver une République forte, solidaire, luttant contre les inégalités, redonnant du souffle et de la fierté au peuple.

Investir dans nos services publics, ce n'est pas un coût, c'est la richesse de demain. Former des soudards, des mécanos, des ingénieurs, des data scientifiques, permettre aux artistes de vivre et de créer pour libérer les imaginaires, c'est croire dans celles et ceux qui vont bâtir la France, aujourd'hui et demain. Quand la nation est fragilisée, il faut pouvoir compter sur son peuple.

Faites-lui confiance et répondez à ses attentes plutôt que de lui infliger de nouvelles souffrances ! Monsieur Bayrou, il y a un chemin à emprunter pour redresser la France qui ne passe pas par des souffrances de plus, des économies de plus, mais qui, au contraire, permet de la projeter vers des « Jours heureux ». Osez ! ■

LE BLOC-NOTES DE JEAN-EMMANUEL DU COIN



DÉSARMANT Et pourtant, le bloc-noteur ne cache pas un sentiment décevant face à ce fourre-tout, sorte de « en même temps », comme si Léon XIV était d'abord préoccupé par la demande d'apaisement et d'unité exprimée durant les congrégations générales, en amont du conclave. Une phrase d'un cardinal en dit long : « Même s'il amorce un jour ou l'autre des ruptures, il les présentera comme une continuité. » Le choix de son nom a incité beaucoup de commentateurs à se référer à Léon XIII (1878-1903), auteur de l'encyclique *Rerum novarum*, en 1891, première tentative d'adapter l'Église à la modernité sociale. Le nom, comme témoin ? Car bien d'autres Léon ont précédé Léon XIII. Léon IX, en 1049, qui réunit les conciles de réforme allemands. Léon X, en 1521, qui excommunia Luther. Et puis Léon I^{er}, pape « désarmé et désarmant » (selon les termes de Léon XIV après son élection), qui, en 452, arrêta l'avancée d'Attila. Qui est Attila, au XXI^e siècle ? Une indication, peut-être, pour ce premier pape états-unien de l'histoire : lorsque Donald Trump et J. D. Vance rencontraient François, l'ex-pape avait éconduit les dirigeants assez sévèrement, et, sur X, le futur Léon XIV, présent au côté de François lors de cet échange, avait fustigé J. D. Vance, lequel s'était permis d'expliquer l'amour de notre prochain à la lumière du « souverainisme ». Nous connaissons les chantiers de Léon XIV : ordination des femmes diacres, place des femmes dans l'Église en général, modalité de choix des évêques, etc. Nous en saurons plus assez vite. Quitte à être déçus... ■

Relativisme(s)

du dicastère pour les évêques. « Un pape ancré dans le monde », nous dit-on, « mais soucieux de rééquilibrer l'Église ». Le 10 mai, Léon XIV s'est un peu divulgué, lors de son adresse aux cardinaux, confirmant sa vision d'un pape au service de l'Église et d'une Église au service du monde, résumée en deux mots : « *Synodalité et collégialité* ». Le premier terme situe Léon XIV dans la continuité de François : mieux écouter l'ensemble des composantes de l'Église, laïcs et femmes compris. Le second marque une rupture, car il place Léon XIV dans la posture d'une plus grande participation au gouvernement de l'Église. Que retenir ? D'autant que Robert Prevost s'est montré ferme devant les cardinaux en affirmant se placer « *dans le sillage du concile Vatican II* », qu'il qualifie de processus encore ouvert afin de repenser le rapport des chrétiens au monde moderne, avec l'attention « aux plus petits et aux laissés-pour-compte » et à la « question sociale ».

LUCAS LÉVY-LAJEUNESSE «Avec la Brav-M, l'État a choisi la violence»

LIBERTÉS PUBLIQUES Dans *la Police contre la démocratie*, le philosophe décrypte les pratiques de cette brigade motorisée, incarnation de l'accélération du tout-répressif, créée en plein mouvement des gilets jaunes. Il livre un plaidoyer pour la sauvegarde du droit de manifester.

Professeur de philosophie, Lucas Lévy-Lajeunesse participe à l'Observatoire parisien des libertés publiques créé en 2019 par la Ligue des droits de l'homme, dont il est membre, et le Syndicat des Avocats de France, pour documenter l'action de la police, notamment lors des manifestations. Son livre *la Police contre la démocratie. Politiques de la Brav-M* (1) est nourri de l'analyse des pratiques singulières de la brigade de répression de l'action violente motorisée.

Votre livre porte sur la Brav-M. Pourquoi avoir choisi de vous concentrer sur cette brigade, constituée de binômes à moto, en particulier ?

La Brav-M a été créée en 2019, en plein mouvement des gilets jaunes, alors que la question des violences policières se posait de manière inédite dans le débat public. Les autorités auraient pu chercher à rassurer, mais elles ont choisi de créer une brigade violente, au style expressif et intimidant, qui rappelle les « voltigeurs », responsables du meurtre de Malik Oussekine en 1986. Il y avait quelque chose de l'ordre de la provocation dans cette volonté d'afficher une posture répressive. La Brav-M est donc emblématique des orientations policières actuelles. Elle incarne la réponse du pouvoir face à la contestation sociale : exacerber les tensions, intimider, dissuader et violenter les publics qui protestent en mobilisant face à eux des polices brutales aux allures de brigades de choc.

Vous soulevez un paradoxe : le foisonnement de littérature critique à l'égard de la police pourrait être contre-productif...

C'est une interrogation qui m'a accompagné tout au long de l'écriture de mon livre. Il est évidemment indispensable de documenter et de dénoncer les violences policières. Mais au vu de leur récurrence, en les visibilisant, on s'expose à au moins deux écueils. D'une part, accoutumer le public, qui pourrait finir par trouver normales des situations inacceptables. On remarque que certaines violences policières, pourtant médiatisées, ne suscitent

plus autant d'indignation qu'il y a quelques années. On peut donc craindre que les gens s'habituent, et que l'opinion publique finisse par tolérer l'inadmissible. D'autre part, en exposant les violences policières et les blessures qu'elles occasionnent, on risque de faire peur et de décourager les gens de s'engager et de manifester.

Vous qualifiez la Brav-M de paratonnerre...

En 2023, une pétition pour la dissolution de la Brav-M a largement circulé, et cette dissolution était au programme du Nouveau Front populaire. Mais cette brigade, qui ne représente que le fleuron d'une tendance à l'œuvre dans toute l'institution policière, risque d'absorber des critiques qui ne devraient pas se limiter à elle. Et elle pourrait même peut-être un jour servir de fusible.

En quoi sa création est-elle symptomatique d'une doctrine française du maintien de l'ordre qui se démarque de celle de ses voisins européens ?

À la suite de la mort d'un manifestant contre le G7 à Gênes en 2001, le projet « Godiac », soutenu par l'Union européenne, visait à élaborer des doctrines de désescalade, c'est-à-dire des manières de faire baisser la tension au sein des manifestations. La France a refusé d'y participer. La hiérarchie policière est encore persuadée que le « maintien de l'ordre à la française », basé sur « la graduation dans l'usage de la force », reste une référence. Mais des chercheurs ont montré que cette réponse graduée consiste surtout à éléver toujours d'un cran le niveau de violence en cas d'affrontement, ce qui produit souvent une escalade de la conflictualité. D'anciens policiers m'ont confié qu'à l'inverse, « parfois, en laissant faire, la situation s'apaise toute seule ». Par ailleurs, la doctrine de « mise à distance », qui était à l'œuvre il y a encore quelques années et visait à éviter les contacts, a laissé place à la volonté d'« impacter les manifestants », selon le mot d'ordre de Didier Lallement (préfet de police de Paris de 2019 à 2022, NDLR). Ces évolutions stratégiques tendent à constituer les manifestants comme des ennemis aux yeux des policiers, alors que les CRS et les gendarmes mobiles apprenaient habituellement que ceux qui s'en prendraient à eux dans les manifestations seraient des « citoyens momentanément égarés ». Cette formule

est critiquable car elle est dépolitisante et infantilisante, mais elle a l'avantage de signifier aux agents qu'ils n'ont pas pour mission de détruire un ennemi face à eux. Je ne veux pas du tout dire par là que les CRS et les gendarmes mobiles soient irréprochables. Mais avec la Brav-M, que je considère comme la pointe avancée d'une tendance qui semble en position de force dans les institutions policières, les autorités ont choisi de faire encore pire.

Quel rôle joue la politique du chiffre dans ces stratégies de maintien de l'ordre ?

Les pratiques policières sont désormais articulées autour de l'objectif de faire du chiffre en multipliant les interpellations dans les manifestations. Cela a pu avoir pour objectif, explicitement formulé, de vider en partie les cortèges lors des manifestations des gilets jaunes. Ces pratiques concourent aussi à dissuader les manifestants par la peur, puisque les interpellés semblent souvent choisis de façon hasardeuse.

Sur le terrain, cette stratégie peut avoir pour effet d'envenimer des situations...

En effet, pour aller interPELLER quelqu'un en plein milieu de la foule, les agents bousculent voire violentent les gens, ce qui produit de la tension. Ils se retrouvent ensuite souvent en difficulté au milieu de manifestants souvent solidaires de la personne interpellée. Cela les pousse souvent à faire usage de leurs armes ou à solliciter des charges de leurs collègues, pour les défaire de situations délicates qu'ils ont eux-mêmes créées. Ces interpellations, dont la Brav-M s'est fait une spécialité, sont donc souvent désastreuses pour tout le monde. Didier Lallement reconnaît lui-même à demi-mot dans son livre que ces interventions compliquent les choses et ne servent en fait qu'à nourrir la communication gouvernementale autour du nombre d'interpellés.

Quelle formation reçoivent ces agents ?

La Brav-M est composée d'agents issus des compagnies d'intervention de la préfecture. Didier Lallement et Laurent Nuñez affirment qu'ils sont formés comme les CRS et les gendarmes mobiles, mais ce n'est pas du tout le cas. Ils suivent seulement quelques jours de stages et ont



ENTRETIEN

ensuite très peu d'entraînements. De plus, ces agents sont jeunes et peu expérimentés : affectés en région parisienne en début de carrière en attendant de retrouver leur région de prédilection. Enfin, la mobilisation dans la Brav-M se fait sur la base du volontariat et attire donc des agents en quête d'action et d'affrontement.

Cela se traduit-il dans leurs comportements individuels ?

Hors des manifestations, les agents de la Brav-M se voient attribuer des missions proches de celles de la brigade anti-criminalité (BAC), qui réprime les jeunes des quartiers populaires. Ils aiment se filmer dans des mises en scène reprenant les codes des films d'action, font des roues arrière ou font frotter leurs bâtonnets sur le bitume pour faire des étincelles. Certains postent leurs vidéos sur les réseaux sociaux où on les voit foncer et slalomer dans les rues en quadrillant les quartiers. En manifestation, la Brav-M développe aussi un style tourné vers la démonstration spectaculaire. C'est pourquoi je considère qu'elle fait partie d'un ensemble de dispositifs que j'appelle les « polices de contre-manifestation » : elle ressemble à une bande de contre-manifestants quand elle se présente aux abords d'un rassemblement. Cette impression est renforcée par l'« autonomie tactique » de la Brav-M, qui permet

« Ces évolutions tendent à constituer les manifestants comme des ennemis aux yeux des policiers. »

aux agents de prendre l'initiative sur le terrain, en fonction de leur propre appréciation de la situation.

Vous signalez que la culture de la violence vient d'en haut à la Brav-M...

En 2019, au moment de nommer Didier Lallement à Paris, Laurent Nuñez, alors secrétaire d'État, parlait de « graves dysfonctionnements » à propos du fait que, lors d'une manifestation de gilets jaunes,

les policiers avaient reçu l'instruction de faire un usage plus modéré des LBD... On peut aussi penser à plusieurs hauts gradés : par exemple le commissaire S. qui, à la tête d'une Brav-M lors d'une manifestation fin 2020, a cassé le nez d'un journaliste en lui assenant un grand coup de matraque dans le visage. Il a ensuite été médaillé puis régulièrement envoyé sur le terrain, où il s'est plusieurs fois montré violent, et arborait un emblème lié à l'extrême droite sur son casque. Il a pourtant été promu, en 2022, directeur du service qui dirige toutes les Brav-M ainsi que plus d'un millier de policiers. Puis en 2023, pendant une manifestation contre la réforme des retraites, il a jeté la grenade qui a éborgné un syndicaliste qui manifestait avec son fils. Sa hiérarchie l'a pourtant décrit comme « guide solide pour les unités » et il est parfois intervenu en école de police pour former les élèves au maintien

de l'ordre. Le message est donc clair : un bon agent est un agent violent.

Y a-t-il une forme d'impunité de ces unités ?

La hiérarchie tolère le fait que les policiers ne portent pas leur matricule RIO (pourtant obligatoire) et portent des cagoules (interdites). Cela empêche de les identifier. Et ces pratiques produisent aussi des effets d'intimidation. Par ailleurs, en se dissimulant ainsi, les agents affichent explicitement le fait que pour eux, la loi ne fait pas autorité. Cela explique la récurrence des pratiques et violences policières illégales. Celles-ci sont pourtant étonnamment tolérées par une partie du public à qui l'on fait croire que la police se trouve dans une espèce d'état de nécessité face aux manifestants ou dans les quartiers populaires. Cette croyance est notamment nourrie par le style et le mode d'action de brigades comme la Brav-M : les cagoules, les vêtements noirs, les transgressions de la loi assumées, et tout un style évoquant les commandos ou les forces spéciales, viennent implicitement délivrer le message selon lequel la police doit faire face à des situations d'exception qui la soustrairaient aux principes de l'État de droit.

Est-ce en cela qu'elle participe à la criminalisation des mouvements sociaux ?

Outre les interpellations, quand une brigade comme la Brav-M arrive ou quand la police semble déployer les grands moyens, cela laisse entendre que les manifestants sont dangereux. C'est comme quand on voit un chien avec une muselière, on imagine qu'il va mordre si on la lui retire. En donnant l'impression qu'il faut « contenir » les personnes qui protestent, on les criminalise. Or la manifestation est la seule possibilité qui reste à des publics défavorisés de se constituer comme force politique à même de peser dans le rapport de force pour faire valoir leurs intérêts. Mais cela ne fonctionne plus s'ils sont décrédibilisés et assujettis par des démonstrations de force policières.

Cette brigade relève donc d'une logique antidémocratique ?

Les polices qui, par l'intimidation et la violence, répriment les publics protestataires ou ceux des quartiers populaires dans leur occupation de la rue, ont pour effet d'opérer un partage entre investissement légitime et illégitime de l'espace public. Cette logique d'exclusion tend à assujettir les publics les plus défavorisés et, avec la répression des manifestations, à les priver d'un de leurs derniers moyens de faire pression pour faire peser leurs revendications. Il s'agit donc de les maintenir dans une situation d'impuissance, alors que la démocratie correspond à un idéal de justice par le partage du pouvoir.

Des sondages montrent que la police est très imprégnée par les idées d'extrême droite. Qu'en est-il dans la Brav-M ?

Des affaires de racisme, des enquêtes d'opinion et les positions des syndicats majoritaires montrent que les policiers sont très largement favorables aux idées d'extrême droite. Mais outre les préférences des agents, le recours à des polices comme la Brav-M s'inscrit dans la mise en œuvre de politiques de réduction des libertés publiques et de répression des publics minoritaires qui, si elles ne sont pas menées par des partis directement fascistes, appartiennent quand même au registre de l'extrême droite. De ce fait, ces politiques transforment peu à peu le régime et préparent les conditions dans lesquelles les partis d'extrême droite pourraient exercer le pouvoir avec le plus de facilité s'ils venaient à être portés aux responsabilités. C'est pourquoi il faut absolument continuer à mobiliser autour de nous pour amplifier la résistance exercée par les associations et les mouvements sociaux, qui constituent des contre-pouvoirs démocratiques indispensables. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR EUGÉNIE BARBEZAT

(1) *La Police contre la démocratie. Politiques de la Brav-M*, de Lucas Lévy-Lajeunesse, Textuel, 160 pages, 18,90 euros.

RETROUVEZ L'HUMANITÉ SUR INTERNET

Reportages, analyses, entretiens, chroniques, vidéos, directs...

Toute notre actualité à portée de clic.

➤ www.humanite.fr

➤ facebook.com/humanite.fr

➤ twitter.com/humanite_fr

➤ linkedin.com/company/lhumanite

➤ Compte lhumanitefr sur Instagram



l'Humanité

Fondateur Jean Jaurès **Directeur** Fabien Gay
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance. Société nouvelle du journal l'Humanité (SA 99 ans à compter du 1^{er} janvier 1957)
Capital social 3 000 000 euros **Siège social** 5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX
Téléphone 01 49 22 72 72
Service aux abonnés Tél. : 0155 84 40 30
E-mail : relationlecteur@humanite.fr
Vente en kiosques
Gestion, réglage et promotion: agence Boconseil.
Tél. : 09 67 32 09 34.

E-mail: oborscha@boconseilame.fr
Vente militante 0149 22 73 55
Publicité Comédiance. Olivier Valentin, président
Tél. : 01 49 22 74 51 (commerciale)
Tél. : 01 49 22 74 53 (annonces classées)
Tél. : 01 49 22 74 89 (annonces légales)
Directoire
Fabien Gay, président du directoire et directeur de la publication ; Maud Vergnol, codirectrice de la rédaction ; Anthony Daguet, secrétaire général et codirecteur de la publication
Conseil de surveillance
Jean-Louis Frostin, président
Actionnaires principaux SAS Fonds d'Humanité,

Association des lectrices et des lecteurs de l'Humanité
Impression POP (La Courneuve), SMP (Vitrolles), Nancy-Print, CILA (Nantes), MidiPrint (Gallargues)
Numéro ISSN 0242-6870
Dépôt légal Date de parution
Commission paritaire 1124 C 79615
Tirage du 14 mai 2025 28 180 exemplaires
Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique et Espagne - 60% ou 100 % de fibres recyclées - IFDG. Eutrophisation PTot : 0,01 kg/tonne.



Souscription 2025

Le prix de la vérité



JE FAIS UN DON À L'HUMANITÉ EN VERSANT

NOM / PRÉNOM _____ €
E-MAIL _____
TÉL. _____
ADRESSE _____
VILLE _____ CODE POSTAL _____

J'accepte de recevoir des informations de la part de l'Humanité.
Votre don est à retourner à l'Humanité, souscription, immeuble Calliope,
5, rue Pleyel - 93528 Saint-Denis Cedex.

OU JE FAIS UN DON EN LIGNE !

DEFLATION
VOTRE DON VOUS DONNE DROIT À UNE RÉDUCTION D'IMPÔT DE 66 %, DANS LA LIMITÉ DE 20 % DU REVENU IMPÔTABLE.
Par exemple, si je donne 100 €, je récupère 66 €. Si je donne 200 €, je récupère 132 €. Si je donne 500 €, je récupère 330 €.
 Je fais un don de 1 à 409 € : Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de Presse et Pluralisme Humanité.
 Je donne 500 € ou plus : Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de l'Humanité en partage.

LE COIN DU FOU par Éric Birmingham



Niveau de difficulté : *facile, **difficile, ***très difficile

ETUDE DE A. TROITZKY, 1906 *
Les Blancs jouent et gagnent

66 2.Ra6 exd5 ((2...F a7 3.Cc7#) 3.Cb6#) 2.Ra6 #4 (après : 2...F a7 3.Cc7#) SOLUTION : 1.Cd5 (la cavalière arrivera à temps pour porter le stocade!) 1...e5 (sur : 1...

Code des symboles : ! Très bon coup ■ !! Coup excellent ■ ? Coup faible ■ ?? Très mauvais coup ■ ?! Coup douteux ■ !? Coup intéressant ■ +- Avantage décisif pour les Blancs ■ +- Avantage décisif pour les Noirs ■ + Échec au Roi ■ 1-0 Victoire des Blancs ■ 0-1 Victoire des Noirs ■ 0,5 Partie nulle ■ # Mat



Portrait du philosophe réalisé en 1848, par Hippolyte Ravergie. ARCHIVES CHARMET/BRIDGEMAN IMAGES

À

l'occasion de la célébration du bicentenaire de la mort du philosophe Henri Saint-Simon (1760-1825), le colloque intitulé « Saint-Simon, le fondateur des fondateurs » se déroule ces 16 et 17 mai. En cet anniversaire, il est opportun de faire retour à son œuvre de forte actualité, entre autres parce qu'elle traite de l'industrie, invente « l'industrialisme » et propose même un « catéchisme des industriels ». Comme nombre de grands auteurs, sa pensée a souvent été réduite à des étiquettes ou rangée dans des tiroirs académiques.

Ainsi la classification en « socialistes utopiques » du triptyque Saint-Simon - Fourier - Owen est une image persistante pour caractériser les origines des socialismes. Or, c'est assez loin de l'utopie et du socialisme que se forme la pensée de Saint-Simon. Son œuvre et sa vie plaident plutôt pour un « industrialisme » social et moral. Il n'est pas utopiste, mais « novateur ». Il

n'est pas socialiste, mais « industrialiste », ni non plus révolutionnaire, mais « réformateur » et ce, après la Révolution.

L'étiquette « socialiste utopique » est devenue un véritable obstacle pour aborder son œuvre. L'expression a été popularisée par Engels dans sa brochure *Socialisme utopique et socialisme scientifique* (1880). Le socialisme dit « utopique » serait de l'ordre de l'incomplet, de l'inachevé, de l'erroné à corriger et surtout de l'irréalisable. Un possible impossible en quelque sorte. Et pourtant Marx fut un ardent défenseur du retour à Saint-Simon qu'il a lu de près. De même, pour Engels, « Hegel fut - avec Saint-Simon - la tête la plus encyclopédique de son temps ». Saint-Simon, lui-même se défend de toute utopie. Il combat cette idée avec deux arguments. D'une part, on pourrait « traiter d'utopie tout projet de perfectionnement important de l'ordre social », et d'autre part, le projet qu'il présente est « le résultat forcé de la marche de la civilisation, d'où il résultera la preuve que ce n'est point une utopie ».

De nombreux auteurs et non des moindres, délaissant l'étiquette utopiste, comme

HISTOIRE

Saint-Simon, socialiste utopique ou industrialiste social?

BICENTENAIRE Le philosophe et économiste meurt à Paris le **19 mai 1825**. Sa pensée encyclopédique a été saluée par Engels, Marx et les sociologues Durkheim et Mauss.

Émile Durkheim et Marcel Mauss, ont fait de Saint-Simon le précurseur, voire le fondateur du socialisme et de la sociologie. Autrement dit, le mot n'est pas là, mais la chose yserait. En effet, on peut relever plusieurs éléments présocialistes chez Saint-Simon formant un quadrille conceptuel : la défense de la classe la plus pauvre, l'identification de la lutte des classes, une « religion des forces productives » - selon un mot de Simone Weil et d'Antonio Gramsci - et la célébration du travail.

ABEILLES CONTRE FRELONS

Premièrement, « toute la société doit travailler à l'amélioration de l'existence morale et physique de la classe la plus pauvre ». Tel est le but moral unique, déclaré d'ordre divin, objet même d'un « nouveau christianisme ». Deuxièmement, en s'adressant aux non-propriétaires gouvernés, plus nombreux que les propriétaires gouvernants, Saint-Simon leur dit qu' « une lutte, par la nature des choses, existe nécessairement toujours entre eux et vous ». Troisième

thématische, « la production des choses utiles est le seul but raisonnable et positif que les sociétés politiques puissent se proposer ». Enfin, Saint-Simon promeut le travail à la fois comme instrument de domination de la nature et moyen de libération des hommes et des femmes.

Toutefois on ne trouve dans son œuvre aucune remise en cause du capitalisme ou du gouvernement des élites, et encore moins de la propriété privée. Selon lui, le droit de propriété doit être garanti, mais les modalités de son exercice doivent évoluer en fonction de l'intérêt de la société :

« Il faut constituer la propriété dans l'intérêt des producteurs » et non plus des « rentiers ». Il en tire sa célèbre image opposant « les abeilles » laborieuses aux « frelons » prédateurs.

En fait, ce seront les saint-simoniens qui introduiront l'idée de socialisation des moyens de production et défendront la suppression de l'héritage, propositions jamais évoquées par Saint-Simon.

Lui invente l' « industrialisme » (le terme, l'idéologie et même un parti politique) pour le différencier de l'individualisme et de l'étatisme. Mais cette notion d' « industrialisme » est si ambiguë qu'elle conduira à défendre les libéralismes comme les socialismes. « Si l'œuvre de Saint-Simon et des siens est ambiguë, écrit François Perroux, c'est que l'industrialisation l'était et le demeure. Elle autorise aussi bien le socialisme que la féodalité industrielle. » Il faut donc prendre acte de la puissance de cette ambivalence : celle de l'industrialisme ou de la « religion des forces productives ». Ainsi « le saint-simonisme avait prévu le grand capitalisme, dit Jean Jaurès, mais il l'avait magnifiquement transfiguré en socialisme ». La philosophie de Saint-Simon est donc moins un « socialisme utopique » qu'un « industrialisme social » coulé dans la morale de la fraternité et de la solidarité. C'est pourquoi son « nouveau christianisme » offre une nouvelle vision du monde qui ouvre à tous les possibles. ■

PIERRE MUSSO
PHILOSOPHE

Dernier ouvrage paru : *Henri Saint-Simon, Correspondance (1782-1825)*, éditions Manucius.

Lumir Lapray, en immersion dans l'Amérique trumpiste

Ces six derniers mois, la trentenaire a sillonné la Virginie-Occidentale à la rencontre de ceux qui résistent au président et de ceux qui l'ont ramené au pouvoir. Une expérience qui pourrait lui servir en France.

Washington, district de Columbia (États-Unis), correspondance particulière.

Un sac sur le dos, un rapide coup d'œil autour d'elle, Lumir Lapray semble déjà prête à repartir. Lors d'un passage éclair à Washington, la militante française de 32 ans s'accorde une brève parenthèse. Avant de décrocher, en 2024, la prestigieuse bourse Fulbright et d'être sélectionnée pour le programme Obama Fellowship – qui vise à soutenir les leaders émergents et les innovateurs civiques du monde entier –, elle s'était d'abord illustrée en croisant le fer sur les plateaux télé. Étiquetée à gauche, elle était, avant de traverser l'Atlantique, chroniqueuse dans le talk-show *Estelle Midi*, diffusé sur RMC.

Depuis octobre 2024, elle sillonne la Virginie-Occidentale, cœur battant d'une Amérique postindustrielle. Jadis bastion démocrate bercé par les idéaux du New Deal, cet État des Appalaches longtemps prospère grâce à l'exploitation minière est aujourd'hui l'un des principaux fiefs de la mouvance trumpiste. « Je veux comprendre comment les choses ont basculé. » Autrefois, dans ces mines où se sont succédé des vagues d'immigrés, une forte culture syndicale fleurissait. L'acmé de cette lutte sociale reste la bataille de Blair Mountain, en 1920. L'épisode est le plus grand soulèvement ouvrier qu'aient connu les États-Unis.

À L'ÉCOLE AMÉRICAINE DU MILITANTISME

« Le mouvement des mineurs dans les Appalaches est l'une des rares coalitions multiraciales du pays. On y retrouvait, côté à côté, des Afro-Américains, des Hongrois fraîchement arrivés et des Écossais installés depuis plusieurs générations », raconte Lumir Lapray. De cet héritage, il ne subsiste qu'une mémoire ténue préservée dans des cercles restreints. La Virginie-Occidentale est après le Wyoming l'État le plus blanc



Celle qui fut candidate aux législatives 2022 n'oublie pas la paupérisation des campagnes françaises, même à des milliers de kilomètres de chez elle...

des États-Unis. Comme beaucoup d'autres, les travailleurs afro-américains ont quitté ce bassin houiller sinistré pour les ateliers des usines de la Rust Belt.

Ces récits, Lumir Lapray les fait remonter au gré de ses échanges. Fervents partisans de l'idéologie Maga ou démocrates plus discrets, tous trouvent une oreille attentive. La militante revendique parler à tout le monde. « Ici, il ne s'agit pas de convaincre, mais d'abord de comprendre. Ce qui se passe aux États-Unis peut arriver en France », pointe-t-elle. Dans cette autopsie du vote Trump, la Française

s'intéresse aussi aux formes de résistance locale, aux tactiques déployées par les opposants.

Un concept revient tel un mantra : le « community organizing ». Derrière cet anglicisme sans véritable équivalent en français se cache une méthode d'action locale théorisée par le militant et sociologue Saul Alinsky visant à permettre à des communautés marginalisées d'accéder au pouvoir. Devenue une référence dans les sphères militantes, cette approche a également nourri les campagnes présidentielles de Barack Obama.

Loin d'être novice en la matière, Lumir Lapray a été formée à l'école américaine du militantisme. Encore étudiante, elle s'envole en 2014 pour Los Angeles. Là-bas, durant neuf mois, elle participe avec les principaux syndicats à une campagne visant à obtenir un salaire minimum de 15 dollars par heure. L'année suivante, elle poursuit sa formation en devenant l'attachée parlementaire du député démocrate californien Juan Vargas.

LOIN DES QUERELLES DE CHAPELLES

Cette expérience américaine, la militante l'a mise à profit dans l'Ain, sa région natale. En 2022, elle se présente, investie par Les Écologistes, aux législatives sous la bannière de la Nupes. « On a mené une campagne de dix mois qui a été considérée comme l'une des plus mobilisatrices, durant laquelle on a appliqué les principes de l'organizing, mais aussi du « deep canvassing » (porte-à-porte avec des conversations approfondies). Nous avons perdu au second tour, mais nous avons réussi à faire l'un des plus beaux scores de la gauche dans la circonscription. »

Difficile, pour l'heure, de dire ce qu'elle tirera de son immersion dans l'Amérique trumpiste. Une étude ? Un livre ? Rien n'est vraiment prévu, et d'autres voyages ne sont pas exclus. En filigrane, le parallèle avec les États-Unis reste présent. La paupérisation du monde rural et la montée du vote d'extrême droite dans la France des campagnes l'inquiètent. Elle enrage face à l'incapacité de la gauche à s'unir.

« Ce qui m'interroge chez les politiques actuels en France, c'est que, malgré un corpus idéologique cohérent, ils ignorent que beaucoup ne votent pas par idéologie. En refusant cette réalité, on se prive d'électeurs et de conversations qui créent du lien. J'ai le sentiment que le personnel politique n'écoute pas ces voix. » Pour l'instant, elle reste à l'écart des querelles entre chapelles, même si les prochaines municipales sont dans son viseur. « J'ai clairement l'intention d'aider la gauche à remporter des maires », conclut-elle. ■

BERTRAND MORAIN